

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2022/33185]

12 MAI 2022. — Arrêté du Gouvernement wallon instaurant un régime d'aides accordées pour la réalisation d'investissements économiseurs d'énergie et de rénovation d'un logement

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, article 87, § 2, modifié par les lois spéciales des 8 août 1980 et 16 juillet 1993 ;

Vu le Code wallon de l'habitation durable, article 14 et 29 ;

Vu le décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonne, article 61 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 mai 2019 relatif aux délégations de pouvoirs au Service public de Wallonie ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 22 avril 2022 ;

Vu l'avis du Ministre du Budget, donné le 12 mai 2022 ;

Vu le rapport du 15 juin 2022 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis n° 219/2021 de l'Autorité de protection des données ;

Vu l'avis 71.022/4 du Conseil d'Etat, donné le 14 mars 2022, en application de l'article 84, § 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ; ;

Considérant l'avis du pôle « Energie » donné le 3 septembre 2021 ;

Considérant l'avis du pôle « Logement » donné le 2 septembre 2021 ;

Sur la proposition du Ministre de l'Energie et du Ministre du Logement ;

Après délibération,

Arrête :

TITRE I. — Généralités**CHAPITRE I^{er}. — Définitions**

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1° « le demandeur » : toute personne physique, agissant en son nom personnel ou en sa qualité de représentant d'une copropriété indivise, âgée de dix-huit ans au moins ou mineur émancipé, inscrite au registre de la population ou inscrite au registre des étrangers, ou toute association de copropriétaires, et qui est maître d'ouvrage des investissements visés au présent arrêté ;

2° « l'entrepreneur » : personne qui réalise et facture au demandeur les travaux et prestations éligibles en vertu du présent arrêté ;

3° « l'Administration » : le Service public de Wallonie Aménagement du Territoire, Logement, Patrimoine et Énergie ;

4° « le coefficient de résistance thermique, R » : coefficient déterminé conformément à l'annexe B1 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 portant exécution du décret du 28 novembre 2013 relatif à la performance énergétique des bâtiments ;

5° « l'isolant biosourcé » : isolant dont la teneur biosourcée du produit mis en œuvre dans le cadre de l'investissement, mesurée selon la norme prEN 16785-2 : 2018 est supérieure ou égale à 70 %. La preuve en est apportée par un audit externe réalisée selon la norme EN 17 065 ;

6° « le revenu imposable globalement » : les revenus afférents à l'avant-dernière année complète précédant la date d'introduction de la demande de prime, tels qu'ils apparaissent sur le ou les avertissements-extraits de rôle du ménage du demandeur et de ses mandants et sur tout certificat assimilé ;

7° « l'enfant à charge » : conformément à l'article 1^{er}, 32°, du Code, l'enfant pour lequel, à la date d'introduction de la demande de prime, des allocations familiales ou d'orphelin sont attribuées à un membre du ménage du demandeur ou de ses mandants. Est également considéré comme enfant à charge, l'enfant qui est hébergé à tout le moins à titre égalitaire par le demandeur ou ses mandants ou un membre de son ou leur ménage ;

8° « l'investissement » : tout travail par poste éligible en vertu du présent arrêté et tel qu'énuméré à l'annexe ;

9° « le Règlement 812/2013 » : le Règlement délégué (UE) n° 812/2013 de la Commission du 18 février 2013, complétant la Directive 2010/30/UE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne l'étiquetage énergétique des chauffe-eaux, des ballons d'eau chaude et des produits combinés constitués d'un chauffe-eau et d'un dispositif solaire ;

10° « la Communication 2014/C 207/03 » : la Communication 2014/C 207/03 de la Commission dans le cadre du Règlement (UE) n° 814/2013 de la Commission portant application de la directive 2009/125/CE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les exigences d'écoconception applicables aux chauffe-eau et aux ballons d'eau chaude et du Règlement délégué (UE) n° 812/2013 de la Commission complétant la directive 2010/30/UE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne l'étiquetage énergétique des chauffe-eau, des ballons d'eau chaude et des produits combinés constitués d'un chauffe-eau et d'un dispositif solaire ;

11° « l'estimateur public » : la personne physique désignée en cette qualité par le Ministre du Logement parmi les membres des services du Gouvernement ;

12° « le mandataire » : la personne physique mandatée par les copropriétaires (mandants) d'une copropriété indivise afin d'introduire une demande de prime ;

13° « Code » : Code wallon de l'habitation durable.

CHAPITRE II. — *Champ d'application*

Art. 2. § 1^{er} Les primes visées par le présent arrêté sont réservées, lorsque le demandeur est une personne physique, au demandeur qui est titulaire d'un droit réel sur le logement qui fait l'objet de la demande de prime.

§ 2. Lorsque le logement est mis en location au moment de l'introduction de la demande ou dans les 24 mois qui suivent cette introduction, le demandeur ou un de ses mandants s'engage à remplir une des conditions suivantes :

a) mettre le logement à la disposition d'une agence immobilière sociale, d'une société de logement de service public, ou de tout autre organisme désigné par le Ministre du Logement, par un mandat de gestion pour une durée minimale de neuf ans ;

b) mettre le logement en location par un bail enregistré, dans le respect de la grille indicative des loyers arrêtée en vertu de l'article 89 du décret du 15 mars 2018 relatif au bail d'habitation, pendant une durée minimale de cinq ans.

Art. 3. § 1^{er}. Pour le même investissement, la prime ne peut pas être cumulée avec d'autres primes octroyées par la Région wallonne.

Deux demandes de primes pour des investissements relatifs au même poste éligible sont espacées d'au minimum vingt-quatre mois.

Pour un même logement, dans un délai de 24 mois, le nombre d'investissements pour lesquels une prime est sollicitée est de maximum 10, soit :

- 5 pour les investissements visés à l'article 6 et au Titre III, chapitre 2, et
- 5 pour les investissements visés à l'article 8 et au Titre III, chapitre 3.

§ 2. Les montants des factures visées dans le présent arrêté s'entendent H.T.V.A.

§ 3. Excepté les investissements visés aux articles 6, 8 et 26, les investissements sont réalisés par un entrepreneur inscrit à la Banque Carrefour des Entreprises et conformément à l'arrêté royal du 29 janvier 2007 relatif à la capacité professionnelle pour l'exercice des activités indépendantes dans les métiers de la construction et de l'électrotechnique, ainsi que de l'entreprise générale.

Art. 4. § 1^{er}. Aux conditions prévues par le présent arrêté et dans la limite des crédits disponibles, il est octroyé des primes pour la réalisation d'investissements visant à rénover ou améliorer la performance énergétique de logements situés en région de langue française à l'exclusion des hébergements touristiques.

§ 2. Le logement pour lequel la Région octroie une prime est âgé de plus de quinze ans à dater de la réception de la demande de prime et est principalement destiné à l'habitation. Le délai de quinze ans débute à la date d'octroi d'un permis d'urbanisme lorsque celui-ci était exigé pour sa création.

Art. 5. § 1^{er}. Les revenus imposables globalement du ménage du demandeur et de ses mandants, déterminés au paragraphe 2, entrent dans l'une des catégories suivantes :

Catégorie de revenus	Revenus tels que prévus au paragraphe 2
R1	≤ 23.000 EUR
R2	entre 23.000,01 et 32.700 EUR
R3	entre 32.700,01 et 43.200 EUR
R4	entre 43.200,01 et 97.700 EUR
R5	> 97.700 EUR

Les montants qui définissent les catégories de revenus sont indexés conformément aux modalités d'indexation prévues à l'article 203 du Code.

§ 2. Pour la détermination des revenus visés au paragraphe 1^{er} :

1° sont pris en considération tous les revenus imposables globalement du ménage du demandeur, de ses mandants, à l'exclusion des ascendants, des descendants et des collatéraux au second degré du demandeur et de ses mandants sur la base de la composition de ménage ;

2° une somme de 5.000 euros est déduite par enfant à charge ;

Dans le cas mentionné à l'alinéa 1^{er}, 2°, est considéré comme enfant à charge supplémentaire :

a) toute personne du ménage du demandeur, de ses mandants, reconnue comme personne en situation de handicap conformément à l'article 1^{er}, 32°, du Code ;

b) toute personne reconnue comme personne en situation de handicap, en cours de domiciliation dans le logement du demandeur, de ses mandants et disposant d'un lien de parenté allant jusqu'au troisième degré avec l'une des personnes composant le ménage du demandeur ou de ses mandants ;

c) l'enfant à charge reconnu comme personne en situation de handicap ou pour lequel des allocations familiales d'orphelin sont perçues par le demandeur, ses mandants ou un membre de leur ménage ;

d) l'enfant à naître, c'est-à-dire l'enfant conçu depuis au moins nonante jours à la date d'introduction de la demande ;

3° une somme de 5.000 euros est déduite par parent ayant plus de soixante ans du demandeur, de ses mandants jusqu'au troisième degré, domicilié ou en cours de domiciliation dans le logement du demandeur ou de ses mandants, ou la personne avec qui ce parent est marié, a été marié, vit habituellement ou a vécu.

§ 3. Sauf pour les associations de copropriétaires, les montants de base de chaque prime sont multipliés par le coefficient suivant :

- 1° pour la catégorie de revenus R1 : 6,00 ;
- 2° pour la catégorie de revenus R2 : 4,00 ;
- 3° pour la catégorie de revenus R3 : 3,00 ;
- 4° pour la catégorie de revenus R4 : 2,00 ;
- 5° pour la catégorie de revenus R5 : 1,00.

§ 4. Les associations de copropriétaires et le ou les demandeurs personnes physiques qui ne produisent pas les documents permettant d'établir leurs revenus tels que définis au paragraphe 2 bénéficient de la prime de base, soit la catégorie R 5 prévue au paragraphe 1^{er}.

§ 5. Le montant des primes octroyées en vertu du présent arrêté ne peut en aucun cas excéder 80% du montant de la ou des facture(s) relative(s) aux investissements par poste éligible.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le montant total des primes octroyées en vertu de l'article 8, ne peut en aucun cas excéder 80% de la somme des montants des factures relatives aux investissements visés à cet article.

TITRE II. — Investissements relatifs aux travaux de toiture

CHAPITRE I^{er}. — Investissements relatifs à l'isolation de la toiture

Section 1^{ère}. — Champ d'application

Art. 6. Une prime est octroyée pour l'isolation thermique du toit ou des combles en contact avec l'ambiance extérieure ou un espace non chauffé.

Section 2 — Conditions et montants

Art. 7. § 1^{er}. Pour être éligibles, les investissements répondent aux conditions suivantes :

1° les investissements sont réalisés au moyen d'un matériau dont le coefficient de résistance thermique R est supérieur ou égal à 6,00 m²K/W ;

2° l'isolation est réalisée sur une toiture étanche et stable ;

3° l'isolation intègre les débordements de toiture s'ils sont rendus nécessaires par une éventuelle isolation ultérieure des façades.

Le paragraphe 1^{er}, 3°, concerne l'isolation d'une toiture réalisée par l'extérieur et techniquement réalisable dans le respect des règles en matière d'urbanisme.

§ 2. Le matériau isolant, objet de la demande de prime, peut être placé en plusieurs couches.

Dans ce cas, la somme des résistances thermiques des différentes couches doit être supérieure ou égale au coefficient déterminé au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°.

§ 3. Le montant de base de la prime visée au § 1^{er} est de 10 euros par mètre carré isolé lorsque l'isolation est réalisée par un entrepreneur et de 4 euros par mètre carré isolé lorsque l'isolation est réalisée par le demandeur en main d'œuvre personnelle.

Lorsque l'isolation est entièrement réalisée au moyen d'un isolant biosourcé, le montant de base de la prime est de 14 euros par mètre carré isolé lorsque l'isolation est réalisée par un entrepreneur et de 5 euros par mètre carré isolé lorsque l'isolation est réalisée par le demandeur en main d'œuvre personnelle.

La prime telle que calculée à l'article 5 n'excède pas 6000 euros lorsque l'isolation est réalisée par un entrepreneur et 2500 euros lorsque l'isolation est réalisée par le demandeur, en main d'œuvre personnelle.

CHAPITRE II. — Investissements relatifs à la rénovation de la toiture

Section 1^{ère}. — Investissement éligibles

Art. 8. Lorsqu'ils permettent de mettre fin à un manquement de salubrité visé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 août 2007 déterminant les critères minimaux de salubrité, les critères de surpeuplement et portant les définitions visées à l'article 1^{er}, 19° à 22bis, du Code, constatés par un estimateur public conformément à l'article 29, les investissements relatifs aux postes de travaux ci-dessous sont éligibles à l'octroi d'une prime :

1° le remplacement de la couverture d'au minimum un versant de toiture, en ce compris les lucarnes, tabatières et ouvrages assimilés, et la reconstruction ou démolition des souches de cheminée et accessoires ;

2° l'appropriation de la ou des charpentes du logement ;

3° le remplacement du ou des dispositifs de collecte et d'évacuation des eaux pluviales.

Section 2. — Détermination du montant de la prime

Art. 9. Le montant de base de la prime visée à l'article 8, 1°, est de 6 euros par mètre carré de toiture.

Le montant de base de la prime visée à l'article 8, 2°, est de 250 euros.

Le montant de base de la prime visée à l'article 8, 3°, est de 100 euros.

TITRE III. — Investissements de moins de 3000 euros.

CHAPITRE I^{er} — Généralités

Art. 10. Les investissements visés au présent Titre bénéficient d'une prime lorsque le montant de la facture ou des factures relatives à l'investissement totalisé par poste éligible est ou sont supérieure(s) à 200 euros et inférieure(s) ou égale à 3000 euros ;

CHAPITRE II. — Investissements économiseurs d'énergie

Section 1^{ère}. — Investissement relatif à l'enveloppe du bâtiment

Art. 11. § 1^{er} Une prime est octroyée pour le remplacement des menuiseries ou des vitrages en contact avec l'ambiance extérieure, un espace non chauffé qui est à l'abri du gel ou un espace non chauffé qui n'est pas à l'abri du gel. Au terme des travaux, la moyenne des menuiseries remplacées, c'est-à-dire les portes et châssis, respectent un coefficient de transmission thermique pour la fenêtre ou la porte U_w égal ou inférieur à 1,5W/m²K. Les éléments transparents ou translucides placés dans les menuiseries extérieures respectent un coefficient de transmission thermique inférieur ou égal à 1,1 W/m² K, déterminé conformément au marquage CE, c'est-à-dire pour le vitrage, calculé selon la NBN EN 673. La prime n'est attribuée que si le vitrage respecte la norme NBN S23-002.

§ 2. Le montant de base de la prime visée au § 1^{er} est de 25 euros/m².

Section 2 — Investissement relatif aux systèmes de chauffage

Art. 12. § 1^{er}. Une prime est octroyée pour l'isolation des conduites, des gaines ou des vannes de chauffage situées dans un espace non chauffé qui est à l'abri du gel ou un espace non chauffé qui n'est pas à l'abri du gel.

§ 2. Pour être éligibles, les investissements répondent aux exigences de l'annexe C4 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 portant exécution du décret du 28 novembre 2013 relatif à la performance énergétique des bâtiments.

§ 3. Le montant de base de la prime est de 60 euros par logement.

Art. 13. Une prime est octroyée pour l'isolation d'un ballon de stockage de chauffage au moyen d'un matériau isolant possédant un coefficient de résistance thermique, R, supérieur ou égal à 1,5 m² K/W.

Lorsque le ballon de stockage de chauffage a une capacité inférieure ou égale à cinq cents litres, le montant de base de la prime est de 35 euros par ballon de stockage de chauffage isolé.

Lorsque le ballon de stockage de chauffage a une capacité supérieure à cinq cents litres, le montant de base de la prime est de 60 euros par ballon de stockage de chauffage isolé.

Art. 14. Une prime est octroyée pour l'installation de circulateurs à vitesse variable.

Le montant de base de la prime est de 24 euros par circulateur installé lorsque le circulateur dessert maximum trois logements.

Le montant de base de la prime est de 140 euros par circulateur installé lorsque le circulateur dessert au moins quatre logements.

Art. 15. § 1^{er}. Une prime est octroyée pour le remplacement d'un ballon de stockage d'un système de chauffage.

Le ballon de stockage installé n'est pas équipé d'une résistance électrique.

Lorsque le ballon de stockage de chauffage a une capacité inférieure ou égale à cinq cents litres, le montant de base de la prime est de 70 euros par ballon de stockage de chauffage remplacé.

Lorsque le ballon de stockage de chauffage a une capacité supérieure à cinq cents litres, le montant de base de la prime est de 120 euros par ballon de stockage de chauffage remplacé.

Art. 16. Une prime est octroyée pour le placement d'un minimum de cinq vannes thermostatiques sur des émetteurs de chaleur.

Le montant de base de la prime est de 35 euros par demande et un montant de base complémentaire de 7 euros par vanne supplémentaire installée.

Art. 17. Une prime est octroyée pour le placement d'un thermostat d'ambiance qui assure la mise à l'arrêt du producteur ou des circulateurs en dehors des périodes de demande de chaleur.

Le montant de base de la prime est de 30 euros par thermostat d'ambiance installé.

Section 3 — Investissement relatif aux systèmes de production d'eau chaude sanitaire

Art. 18. § 1^{er}. Une prime est octroyée pour l'installation d'une pompe à chaleur pour la production exclusive d'eau chaude sanitaire ;

§ 2. Pour être éligible, l'installation d'une pompe à chaleur :

1° est réalisée par un installateur certifié pour les activités visées à l'article 3, § 2, alinéa 1^{er}, 6°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 juin 2013 mettant en place un système de certification des installateurs de systèmes de production d'énergie à partir de sources renouvelables et des professionnels des travaux liés à l'efficacité énergétique ;

2° est munie au minimum d'un compteur électrique permettant de mesurer la consommation dédiée à l'utilisation de la pompe à chaleur et des auxiliaires de l'installation (c'est-à-dire notamment les éventuels circulateurs et thermoplongeurs). Les compteurs répondent aux prescriptions de l'annexe C4 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 portant exécution du décret du 28 novembre 2013 relatif à la performance énergétique des bâtiments ;

3° affiche un profil de puisage de « M » au minimum associé à une classe énergétique pour le chauffage de l'eau qui soit « Classe A », le tout conformément au Règlement 812/2013, complété par la Communication 2014/C 207/03 ;

4° dans le cas d'une captation de chaleur dynamique sur l'air extérieur, l'évaporateur peut être installé à l'intérieur du bâtiment, s'il est muni de gaines hermétiques et calorifugées pour l'aspiration de l'air extérieur et l'évacuation de l'air aspiré vers l'extérieur du bâtiment ;

5° dans le cas d'une captation de chaleur statique sur l'air extérieur, l'évaporateur est installé à l'extérieur du bâtiment et la pompe à chaleur n'est pas équipée d'un dispositif de dégivrage. L'échangeur extérieur est orienté entre l'est et l'ouest en passant par le sud, sans entrave à l'ensoleillement ni à la circulation naturelle de l'air.

§ 3. Le montant de base de la prime visée est de 500 euros par pompe à chaleur installée.

Art. 19. Une prime est octroyée pour le remplacement du réservoir de stockage pour l'eau chaude sanitaire.

Le réservoir de stockage installé n'est pas équipé d'une résistance électrique.

Lorsque le réservoir de stockage pour l'eau chaude sanitaire a une capacité inférieure ou égale à cinq cents litres, le montant de base de la prime est de 85 euros par ballon de stockage de chauffage isolé.

Lorsque le réservoir de stockage pour l'eau chaude sanitaire a une capacité supérieure à cinq cents litres, le montant de base de la prime est de 130 euros par ballon de stockage de chauffage isolé.

Art. 20. § 1^{er} Une prime est octroyée pour l'isolation des conduites et des accessoires d'une boucle de circulation d'eau chaude sanitaire.

§ 2. Pour être éligibles, les investissements sont réalisés sur une installation collective et répondent aux exigences de l'annexe C4 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 portant exécution du décret du 28 novembre 2013 relatif à la performance énergétique des bâtiments.

§ 3. Le montant de base de la prime est de 35 euros par logement.

Art. 21. § 1^{er}. Une prime est octroyée pour l'isolation d'un échangeur à plaques externe.

§ 2. L'isolation est réalisée au moyen d'un matériau isolant possédant un coefficient de résistance thermique, R, supérieur ou égal à 1,5 m² K/W.

§ 3. Le montant de base de la prime est de 60 euros par échangeur à plaques externe isolé.

Art. 22. § 1^{er}. Une prime est octroyée pour l'isolation d'un ballon de stockage pour l'eau chaude sanitaire.

§ 2. L'isolation est réalisée au moyen d'un matériau isolant possédant un coefficient de résistance thermique, R, supérieur ou égal à 1,5 m² K/W.

§ 3. Lorsque le ballon de stockage pour l'eau chaude sanitaire a une capacité inférieure ou égale à cinq cents litres, le montant de base de la prime est de 35 euros par ballon de stockage isolé pour l'eau chaude sanitaire.

Lorsque le ballon de stockage de chauffage a une capacité supérieure à cinq cents litres, le montant de base de la prime est de 60 euros par ballon de stockage isolé pour l'eau chaude sanitaire.

Section 4 — Investissements relatifs au système de ventilation

Art. 23. § 1^{er}. Une prime est octroyée pour l'installation d'un système centralisé de ventilation mécanique simple flux qui assure la ventilation de l'ensemble des espaces du logement.

§ 2. Pour être éligible, l'installation :

1° respecte les exigences de ventilation de l'annexe C4 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 portant exécution du décret du 28 novembre 2013 relatif à la performance énergétique des bâtiments ;

2° respecte les prescriptions de l'annexe C2 et, le cas échéant, de l'annexe C3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 portant exécution du décret du 28 novembre 2013 relatif à la performance énergétique des bâtiments ;

3° est équipée au minimum d'un dispositif d'atténuation acoustique en extraction et, le cas échéant, en pulsion ;

4° est équipée d'une fonctionnalité à la demande, telle que définie dans l'annexe à l'arrêté ministériel du 16 octobre 2015 déterminant les valeurs du facteur de réduction pour la ventilation visées à l'annexe A1 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 portant exécution du décret du 28 novembre 2013 relatif à la performance énergétique des bâtiments.

§ 3. Le montant de base de la prime est de 500 euros par système centralisé de ventilation installé.

Art. 24. § 1^{er}. Une prime est octroyée pour l'installation d'un système de ventilation mécanique simple flux qui assure la ventilation d'une partie des espaces du logement.

§ 2. Pour être éligible, l'installation :

1° respecte les exigences de ventilation de l'annexe C4 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 portant exécution du décret du 28 novembre 2013 relatif à la performance énergétique des bâtiments ;

2° respecte, pour les espaces ainsi desservis, les prescriptions de l'annexe C2 et, le cas échéant, de l'annexe C3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 portant exécution du décret du 28 novembre 2013 relatif à la performance énergétique des bâtiments ;

3° est équipée d'une forme de régulation du débit de chaque groupe d'extraction installé, en fonction des besoins de ventilation détectés dans le ou les espaces desservis :

a) une toilette est au moins équipée, soit d'une détection de présence dans l'espace même, soit d'une détection de CO2 dans l'espace même ou dans un conduit d'évacuation qui dessert uniquement cet espace, soit d'un couplage à l'interrupteur d'éclairage de l'espace (à condition que l'espace toilette soit dépourvu d'un éclairage naturel direct) ;

b) une cuisine est au moins équipée, soit d'une détection de CO2 dans l'espace même ou dans un conduit d'évacuation qui dessert uniquement cet espace, soit d'une détection d'humidité relative dans l'espace même ou dans un conduit d'évacuation qui dessert uniquement cet espace ;

c) les autres espaces humides (salle de douche, salle de bain, buanderies et assimilés) sont équipés d'une détection d'humidité relative dans l'espace même ou dans un conduit d'évacuation qui dessert uniquement cet espace.

§ 3. Le montant de base de la prime est de 180 euros par appareil de ventilation simple flux installé.

Art. 25. § 1^{er}. Une prime est octroyée pour l'installation d'un système de ventilation mécanique double flux qui assure la ventilation d'une partie des espaces du logement.

§ 2. Pour être éligible, l'installation :

1° respecte les exigences de ventilation de l'annexe C4 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 portant exécution du décret du 28 novembre 2013 relatif à la performance énergétique des bâtiments ;

2° respecte, pour les espaces ainsi desservis, les prescriptions de l'annexe C2 et, le cas échéant, de l'annexe C3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 portant exécution du décret du 28 novembre 2013 relatif à la performance énergétique des bâtiments ;

3° comporte, pour chaque groupe de ventilation, un dispositif de récupération de chaleur d'une efficacité minimale de cinquante pour cent selon les prescriptions de l'annexe G de l'annexe A1 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 portant exécution du décret du 28 novembre 2013 relatif à la performance énergétique des bâtiments.

§ 3. Le montant de base de la prime est de 360 euros par appareil double flux installé.

CHAPITRE III. — Investissements relatifs à la rénovation d'un logement

Section 1^{ère}. — Investissements éligibles

Art. 26. § 1^{er}. Sont éligibles à l'octroi d'une prime, lorsqu'ils permettent de mettre fin à un manquement de salubrité visé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 août 2007 déterminant les critères minimaux de salubrité, les critères de surpeuplement et portant les définitions visées à l'article 1^{er}, 19° à 22bis, du Code, les investissements se rapportant aux postes suivants :

1° l'assèchement, la stabilité et la salubrité des murs et du sol :

a) l'assèchement des murs en vue de régler les défauts d'étanchéité suivants :

i. infiltration (mur extérieur) ;

ii. humidité ascensionnelle (pied de mur) ;

- b) le renforcement des murs instables ;
- c) le remplacement des supports (gîtage, hourdis, etc..) des aires de circulation d'un ou plusieurs locaux ;
- d) les travaux de nature à éliminer la mûrle ou tout champignon aux effets analogues, par remplacement et/ou traitements des éléments immeubles attaqués ;
- e) les travaux de nature à éliminer le radon conseillés dans les rapports rédigés par les autorités compétentes ;
- 2° la mise en conformité de l'installation :
 - a) électrique ;
 - b) de gaz ;
- 3° la mise en conformité aux critères définis dans l'arrêté du Gouvernement du 30 août 2007 déterminant les critères minimaux de salubrité, les critères de surpeuplement et portant les définitions visées à l'article 1^{er}, 19° à 22°bis, du Code relatifs à :
 - a) l'éclairage naturel ;
 - b) la ventilation ;
 - c) la hauteur sous plafond ;
- 4° le remplacement d'un escalier intérieur ;
- 5° la sécurisation des baies de fenêtres et des mezzanines ;
- 6° le gainage de corps de cheminée, et/ou la restauration, reconstruction ou démolition des souches existantes et accessoires ;
- 7° l'installation d'un système d'égouttage des eaux usées, ou remplacement total du système existant, en conformité avec les prescriptions réglementaires applicables en la matière.

N'est pas éligible l'installation d'un système d'épuration individuelle ;
- 8° l'installation ou la mise en conformité :
 - a) d'une toilette dans le logement, laquelle est située dans un local aéré ne pouvant communiquer avec une pièce d'habitation de jour que par l'intermédiaire d'un sas ;
 - b) d'un point d'eau potable sur un évier dans la cuisine ;
 - c) d'une première salle d'eau.

Art. 27. Les investissements relatifs aux postes de travaux prévus à l'article 26, 1°, a, b, c et d, 3°, 4° et 8°, a, b et c, sont éligibles lorsqu'ils permettent de mettre fin à un manquement de salubrité constaté par un estimateur public conformément à l'article 29.

Section 2. — Détermination du montant de la prime

Art. 28. Le montant de base de la prime pour les investissements visés à l'article 26 est de 350 euros par poste.

TITRE IV. — Procédure d'introduction d'une demande

Art. 29. § 1^{er}. Pour les investissements visés aux articles 8 et 26, 1°, a, b, c et d, 3°, 4° et 8°, a, b et c, le demandeur sollicite auprès de l'Administration le passage de l'estimateur public afin qu'il dresse un rapport sur les manquements à l'arrêté du Gouvernement du 30 août 2007 déterminant les critères minimaux de salubrité, les critères de surpeuplement et portant les définitions visées à l'article 1^{er}, 19° à 22°bis, du Code relatifs à ces investissements les rendant éligibles à la prime.

A la suite de sa visite, l'estimateur rédige un rapport.

Ce rapport contient les informations suivantes :

- a) nom, prénom et coordonnées du demandeur ;
- b) adresse du logement, objet de la demande.

§ 2. Le passage de l'estimateur public est un préalable obligatoire à la demande de prime prévue à l'article 30 pour les investissements prévus au § 1^{er}.

§ 3. Le rapport rédigé par l'estimateur public sur les investissements éligibles visés au § 1^{er} est valable deux ans à dater de la date figurant au rapport.

Passé ce délai, une nouvelle demande de passage de l'estimateur doit être effectuée auprès de l'administration.

Art. 30. § 1^{er}. La demande de prime est adressée à l'Administration dans les quatre mois suivant la date de la facture de solde de l'investissement lorsque les travaux sont réalisés par un entrepreneur et de la dernière facture d'achat des matériaux lorsque les travaux sont réalisés par le demandeur.

Lorsque la demande concerne plusieurs investissements le demandeur envoie celle-ci et les factures y afférentes datées de deux ans maximum à l'Administration, la dernière facture datant de maximum 4 mois à dater de l'envoi.

§ 2. Pour être considérée comme complète, la demande est constituée :

- 1° du formulaire disponible auprès de l'Administration et de ses annexes, dûment complétés et signés.

Le formulaire de demande contient, les informations suivantes :

- a) nom, prénom, numéro de registre national, coordonnées du demandeur ou de l'ensemble des membres de la copropriété éventuelle ;
- b) adresse ou siège social du demandeur et adresse du logement, objet de la demande ;
- c) coordonnées bancaires du demandeur.

L'annexe contient, au minimum, l'adresse du logement, objet de la demande et les coordonnées de l'entrepreneur qui a réalisé les investissements, objet de la demande ;

2° d'une copie des factures relative aux investissements réalisés, établies au nom du demandeur ou une preuve d'achat pour les investissements visés aux articles 6, 8 et 26 réalisés en main d'œuvre personnelle ;

- 3° le devis relatif aux investissements réalisés ;

4° une déclaration sur l'honneur attestant :

- a) de la réalisation de tous les travaux faisant l'objet de la demande de prime ;
- b) qu'à la date d'introduction de la demande, le logement est âgé d'au minimum quinze ans ;
- c) que les investissements faisant l'objet de la demande de prime ont été réalisés dans le respect des règles en matière d'urbanisme ;
- d) que le débordement de toiture pour une éventuelle isolation ultérieure des façades est prévu ;
- e) que les investissements visés à l'article 6 sont réalisés sur des parois ne présentant pas de défaut de stabilité et d'étanchéité à l'eau ;

5° de l'autorisation du demandeur concernant la collecte directe auprès de sources authentiques d'autres Administrations ou organismes des données nécessaires à l'examen de sa demande ;

6° pour bénéficier de la majoration prévue à l'article 5, la demande prévue à l'article 30 contient complémentai-
rement aux éléments visés au paragraphe 2, 1° à 4° :

- a) un extrait du registre de la population établissant la composition du ménage du demandeur daté de moins de 3 mois à la date d'introduction de la demande ;
- b) pour chaque personne du ménage, à l'exclusion des ascendants et descendants et des collatéraux au second degré du demandeur, faisant une déclaration à l'impôt des personnes physiques, une copie de l'avertissement-extrait de rôle relatif aux revenus de l'avant-dernière année complète précédant la date d'introduction de la demande ou à défaut tout autre document probant permettant de déterminer les revenus ;
- c) une attestation ou les attestations relatives aux allocations familiales perçues par le ménage, dûment complétées, en ce compris par les mentions nécessaires au bénéfice de l'application de l'article 5, § 2, par la Caisse d'allocation familiales, par la Caisse d'assurances sociales pour travailleurs indépendants, ou par tout autre organisme compétent ;
- d) une attestation du Service public fédéral Sécurité sociale établissant la qualité de personne en situation de handicap conformément à l'article 5, § 2, 3°, et précisant le taux de handicap reconnu ;
- e) le jugement ou la convention établissant l'hébergement égalitaire de l'enfant visé à l'article 1^{er}, 7° ;
- f) une attestation médicale établissant la conception de l'enfant visé à l'article 5, § 2, alinéa 2, 4°, depuis au moins nonante jours à la date de l'introduction de la demande de prime.

Concernant l'alinéa 1^{er}, 5°, b), les demandeurs bénéficiant de traitements, salaires, allocations ou émoluments exempts d'impôts nationaux devront produire une attestation du débiteur des revenus mentionnant la totalité de ces traitements, salaires, allocations ou émoluments perçus, de façon à permettre la détermination de la base taxable, telle qu'elle se serait présentée si les revenus concernés avaient été soumis à l'impôt sous le régime du droit commun ;

7° pour les investissements visés à l'article 6, lorsqu'ils sont réalisés par le demandeur lui-même, une photo explicite avant réalisation de l'investissement et une photo explicite après réalisation de l'investissement ; pour les investissements visés à l'article 8 et 26, lorsqu'ils sont réalisés par le demandeur lui-même, une photo explicite après réalisation de l'investissement ; pour les investissements visés à l'article 8 et 26 et réalisés et facturés 4 mois avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, une photo explicite avant et après réalisation des travaux ;

8° pour les investissements visés à l'article 12, une copie du rapport relatif au calorifugeage des tuyaux d'eau chaude selon l'annexe C4 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 portant exécution du décret du 28 novembre 2013 relatif à la performance énergétique des bâtiments rédigé par l'installateur ayant réalisé l'installation ;

9° pour les investissements visés à l'article 14, la documentation technique attestant que l'appareil installé est à vitesse variable ;

10° pour les investissements visés à l'article 18 pour les pompes à chaleur soumises aux règlements n° 812/2013, une copie de l'étiquette énergétique de l'appareil installé, telle que définie par le règlement n° 812/2013, complété par la Communication 2014/C 207/03 ;

11° pour les investissements visés à l'article 20, une copie du rapport relatif au calorifugeage des tuyaux d'eau chaude selon l'annexe C4 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 portant exécution du décret du 28 novembre 2013 relatif à la performance énergétique des bâtiments rédigé par l'entrepreneur ayant réalisé l'installation ;

12° pour les investissements visés à l'article 23 :

- a) un rapport attestant des débits de ventilation effectivement mis en œuvre et de leur conformité par rapport aux débits exigés à l'article 23 ; le débit de chaque bouche de ventilation mécanique est mesuré et, le cas échéant, la capacité de chaque ouverture de ventilation naturelle est justifiée à l'aide de la documentation technique ;
- b) une description du type de ventilation à la demande mis en œuvre ;
- c) une description du dispositif d'atténuation acoustique installé ;

13° pour les investissements visés à l'article 24 :

- a) un rapport de mesure attestant des débits de ventilation mécanique effectivement mis en œuvre et de leur conformité par rapport aux débits exigés à l'article 24 ;

b) une description des espaces desservis et des modes de détection installés ;

14° pour les investissements visés à l'article 25 :

- a) un rapport de mesure attestant des débits de ventilation mécanique effectivement mis en œuvre et de leur conformité par rapport aux débits exigés à l'article 25 ;

b) pour chaque dispositif de récupération de chaleur installé, un rapport de test de l'efficacité de ce dispositif, établi selon les prescriptions de l'annexe de G l'annexe A1 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 portant exécution du décret du 28 novembre 2013 relatif à la performance énergétique des bâtiments ;

15° pour les investissements visés aux articles 8 et 26, 1°, a, b, c et d, 3°, 4° et 8°, a, b et c : le rapport de l'estimateur public ;

16° pour les associations de copropriétaire, la décision de l'assemblée générale relative à la réalisation des travaux.

Art. 31. § 1^{er}. L'administration adresse au demandeur un accusé de réception de la demande de prime dans les quinze jours à dater de la date d'introduction de la demande de prime.

§ 2. A dater de la réception d'une demande complète, l'Administration dispose de soixante jours pour notifier sa décision au demandeur.

§ 3. Lorsque la demande est incomplète ou nécessite des pièces justificatives jugées indispensables à la compréhension ou à la vérification des éléments contenus dans le dossier, l'administration réclame au demandeur tous documents nécessaires pour compléter sa demande.

Le demandeur dispose, pour notifier l'ensemble des informations requises, d'un délai de soixante jours prenant cours le lendemain de l'envoi de la lettre de demande d'information.

Le défaut de notification de l'ensemble des informations demandées dans le délai prescrit à l'alinéa 2 du présent paragraphe entraîne le rejet de la demande.

TITRE V. — Des recours

Art. 32. § 1^{er}. Le demandeur dispose d'un délai de trente jours à dater de la notification de la décision pour introduire un recours contre le refus de la demande ou contre le montant de la prime, auprès de l'Administration par un envoi recommandé.

L'Administration adresse au demandeur un accusé de réception du recours dans les quinze jours de la date d'introduction du recours.

§ 2. Dans les soixante jours suivant l'accusé de réception, l'Administration invite le demandeur à fournir toutes les pièces et éléments justificatifs qu'elle identifie comme nécessaires au réexamen de la demande.

Le demandeur dispose, pour notifier l'ensemble des informations requises, d'un délai de soixante jours prenant cours le lendemain de l'envoi de la lettre de demande d'information.

Le défaut de notification de l'ensemble des informations demandées dans le délai prescrit à l'alinéa 2 du présent paragraphe entraîne la confirmation de la décision initiale.

§ 3. L'Administration statue dans les trois mois de la réception de l'ensemble des éléments nécessaires au réexamen de la demande.

§ 4. Le défaut de notification de la décision au demandeur, dans le délai visé au paragraphe 3, est assimilé à une décision d'octroi de la prime.

TITRE VI. — Des contrôles

Art. 33. L'Administration dispose d'un délai de cinq ans, prenant cours le lendemain de la mise en liquidation du montant de la prime pour vérifier que les travaux pour lesquels la demande de prime a été faite sont conformes aux conditions d'octroi visées au présent arrêté.

Art. 34. Le bénéficiaire de la prime est tenu de remettre à l'Administration, dans le délai qu'elle fixe, tout document nécessaire au contrôle de son utilisation.

Le bénéficiaire autorise, à la demande de l'Administration, les agents désignés par le Ministre du Logement et le Ministre de l'Energie ou un de leurs délégués à constater sur place la réalisation des travaux couverts par une prime et la conformité de ces travaux avec les exigences définies par ou en vertu du présent arrêté et avec les règles de l'art. Toute visite sur place est précédée d'un avis transmis au moins quinze jours avant la date prévue. Le bénéficiaire peut solliciter un report de la visite de soixante jours maximum.

Lorsque le bénéficiaire refuse d'accéder aux demandes de l'Administration, il est tenu de rembourser la partie non justifiée de la prime, conformément à l'article 13 de la loi du 16 mai 2003 fixant les dispositions générales applicables aux budgets, au contrôle des subventions et à la comptabilité des communautés et des régions, ainsi qu'à l'organisation du contrôle de la Cour des Comptes.

Lorsque tous les travaux facturés n'ont pas été réalisés ou que le travail presté n'est pas conforme à la demande, l'Administration peut accorder un délai d'exécution des travaux d'une durée maximale de douze mois.

En cas de non-respect des dispositions prévues dans le présent arrêté, l'Administration peut demander le remboursement complet de la prime perçue par le demandeur.

TITRE VII. — Protection des données

Art. 35. L'Administration est le responsable du traitement au sens du règlement général de la protection des données pour le traitement des données à caractère personnel nécessaires dans le cadre de l'octroi des primes à savoir, la vérification de la conformité de la demande aux conditions d'octroi, l'octroi de la prime et le cas échéant, la récupération des primes indûment liquidées.

Art. 36. Les données obtenues par l'Administration sont conservées, avec une durée maximale de conservation ne pouvant excéder le 31 décembre de l'année au cours de laquelle sont intervenus la prescription de toutes les actions qui relèvent du recouvrement des paiements indus des primes visées par le présent arrêté.

TITRE IX. — Dispositions finales

Art. 37. § 1^{er}. Au Chapitre VI de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 mai 2019 relatif aux délégations de pouvoir au Service public de Wallonie, il est inséré un nouvel article 115/1, rédigé comme suit :

« Art. 115/1. Pour l'application du présent chapitre, les primes énergie s'entendent comme les aides imputables sur le Fonds énergie et les allocations de base s'y rapportant et les aides visées au Titre II, Chapitre I et au Titre III, Chapitre II, instaurées par l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 mai 2022 instaurant un régime d'aides accordées pour la réalisation d'investissements économiseurs d'énergie et de rénovation d'un logement. ».

§ 2. A l'article 118 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Délégation est accordée au directeur de la Direction des Aides aux particuliers pour engager, approuver et liquider toute dépense concernant les aides aux personnes physiques ou morales instaurées en application des articles 14 et 29, § 1^{er}, 4^o, d), Code wallon de l'habitation durable à l'exception des primes énergie telles que définies à l'article 115/1, des allocations de déménagement et de loyer, des allocations d'installation, des garanties de bonne fin et des aides pour les logements adaptables ou accessibles. » ;

2° au paragraphe 4, le 1° est remplacé par ce qui suit :

« 1° les primes énergie telles que définies à l'article 115/1 ; ».

§ 3. A l'article 125 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Délégation est accordée au directeur de la Direction des Aides aux particuliers pour décider de l'octroi ou du refus des aides aux personnes physiques ou morales instaurées en application des articles 14 et 19, § 1^{er}, 4°, du Code wallon de l'habitation durable à l'exception des primes énergie telles que définies à l'article 115/1, des allocations de déménagement et de loyer, des allocations d'installation et des aides pour les logements adaptables ou accessibles. » ;

2° le paragraphe 6 est remplacé par ce qui suit :

« § 6. Délégation est donnée au directeur de la Direction du Logement privé, de l'Information et du Contrôle pour décider sur les recours introduits contre la décision de refus d'octroi des aides aux personnes physiques ou morales ou contre leur calcul, des allocations de déménagement et de loyer et des allocations d'installation, instaurées en application du Code wallon de l'habitation durable, à l'exception des primes énergie telles que définies à l'article 115/1. ».

§ 4. A l'article 126 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Délégation est accordée au directeur de la Direction des Bâtiments durables pour décider de l'octroi ou du refus des primes énergie telles que définies à l'article 115/1. » ;

2° le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Délégation est accordée à l'inspecteur général du Département de l'Énergie et du Bâtiment durable pour décider sur les recours introduits contre les décisions de refus d'octroi des primes énergies telles que définies à l'article 115/1 ou contre leur calcul. ».

Art. 38. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} septembre 2022 et s'applique à toutes demandes introduites à partir de cette date.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, l'article 18, § 2, 1°, entre en vigueur le 1^{er} janvier 2023.

Par dérogation à l'article 30, § 1^{er}, les demandes relatives à des investissements facturés au mois de mai 2022 sont introduites au maximum dans les 5 mois suivant la date de la facture de solde de l'investissement lorsque les travaux sont réalisés par un entrepreneur et de la dernière facture d'achat des matériaux lorsque les travaux sont réalisés par le demandeur.

Par dérogation à l'article 29, § 1^{er}, le passage d'un estimateur public n'est pas obligatoire pour les investissements visés aux articles 8 et 26, 1°, a, b, c et d, 3°, 4° et 8°, a, b et c, et pour lesquels la facture finale ou la dernière facture d'achat des matériaux, lorsque les travaux sont réalisés par le demandeur, est antérieure au 1^{er} décembre 2022.

Art. 39. Le Ministre de l'Énergie et le Ministre du Logement sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 12 mai 2022.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre du Climat, de l'Énergie, de la Mobilité et des Infrastructures,
Ph. HENRY

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,
Ch. COLLIGNON

Annexe

Postes éligibles à l'octroi d'une prime :

1° l'isolation thermique du toit ou des combles

2° le remplacement de la couverture d'au minimum un versant de toiture, en ce compris les lucarnes, tabatières et ouvrages assimilés, et la reconstruction ou démolition des souches de cheminée et accessoires ;

3° l'appropriation de la ou des charpentes du logement ;

4° le remplacement du ou des dispositifs de collecte et d'évacuation des eaux pluviales

5° le remplacement des menuiseries ou des vitrages

6° l'isolation des conduites, des gaines ou des vannes de chauffage

7° l'isolation d'un ballon de stockage de chauffage au moyen d'un matériau isolant possédant un coefficient de résistance thermique, R, supérieur ou égal à 1,5 m² K/W

8° l'installation de circulateurs à vitesse variable

9° le remplacement d'un ballon de stockage d'un système de chauffage

10° le placement d'un minimum de 5 vannes thermostatiques sur des émetteurs de chaleur

11° le placement d'un thermostat d'ambiance assurant la mise à l'arrêt du producteur ou des circulateurs en dehors des périodes de demande de chaleur

12° l'installation d'une pompe à chaleur pour la production exclusive d'eau chaude sanitaire

13° le remplacement du réservoir de stockage pour l'eau chaude sanitaire

14° l'isolation des conduites et des accessoires d'une boucle de circulation d'eau chaude sanitaire

15° l'isolation d'un échangeur à plaques externe

16° l'isolation d'un ballon de stockage pour l'eau chaude sanitaire

17° l'installation d'un système centralisé de ventilation mécanique simple flux qui assure la ventilation de l'ensemble des espaces du logement

- 18° l'installation d'un système de ventilation mécanique simple flux qui assure la ventilation d'une partie des espaces du logement
- 19° l'installation d'un système de ventilation mécanique double flux qui assure la ventilation d'une partie des espaces du logement.
- 21° l'assèchement des murs suite infiltration (mur extérieur);
- 22° assèchement des murs suite humidité ascensionnelle (pied de mur) ;
- 23° le renforcement des murs instables,
- 24° le remplacement des supports (gîtage, hourdis, etc..) des aires de circulation d'un ou plusieurs locaux ;
- 25° les travaux de nature à éliminer la mэрule ou tout champignon aux effets analogues, par remplacement et/ou traitements des éléments immeubles attaqués ;
- 26° les travaux de nature à éliminer le radon conseillés dans les rapports rédigés par les autorités compétentes.
- 27° la mise en conformité de l'installation électrique
- 28° la mise en conformité de l'installation de gaz ;
- 29° la mise en conformité de l'éclairage naturel ;
- 30° la mise en conformité de la ventilation ;
- 31° la mise en conformité de la hauteur sous plafond ;
- 32° le remplacement d'un escalier intérieur ;
- 33° la sécurisation des baies de fenêtres et des mezzanines ;
- 34° le gainage de corps de cheminée, et/ou la restauration, reconstruction ou démolition des souches existantes et accessoires ;
- 35° l'installation d'un système d'égouttage des eaux usées, ou remplacement total du système existant, en conformité avec les prescriptions réglementaires applicables en la matière.
- 36° l'installation ou la mise en conformité d'une toilette ;
- 37° l'installation d'un point d'eau potable sur un évier dans la cuisine ;
- 38° l'installation d'une première salle d'eau.
- Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 mai 2022 instaurant un régime d'aides accordées pour la réalisation d'investissements économiseurs d'énergie et de rénovation d'un logement.
- Namur, le 12 mai 2022.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre du Climat, de l'Energie, de la Mobilité et des Infrastructures,
Ph. HENRY

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,
Ch. COLLIGNON

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C - 2022/33185]

12. MAI 2022 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Einführung einer Regelung von Beihilfen, die für die Durchführung von energiesparenden Investitionen und die Renovierung einer Wohnung gewährt werden

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, Artikel 87 Paragraf 2, abgeändert durch die Sondergesetze vom 8. August 1980 und vom 16. Juli 1993;

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über nachhaltiges Wohnen, Artikel 14 und 29;

Aufgrund des Dekrets vom 15. Dezember 2011 zur Organisation des Haushaltsplans, der Buchführung und der Berichterstattung der wallonischen öffentlichen Verwaltungseinheiten, Artikel 61;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Mai 2019 über die Vollmachtserteilungen innerhalb des Öffentlichen Dienstes der Wallonie;

Aufgrund der am 22. April 2022 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 12. Mai 2022 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des Berichts vom 15. Juni 2022, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund der Stellungnahme Nr. 219/2021 der Datenschutzbehörde;

Aufgrund des am 14. März 2022 in Anwendung von Artikel 84 Paragraf 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrates Nr. 71.022/4;

In Erwägung der am 3. September 2021 abgegebenen Stellungnahme des Pools "Energie";

Aufgrund des am 2. September 2021 abgegebenen Gutachtens des Pools "Wohnungswesen";

Auf Vorschlag des Ministers für Energie und des Ministers für Wohnungswesen;
Nach Beratung,
Beschließt:

TITEL I — Allgemeines

KAPITEL I — Begriffsbestimmungen

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° "der Antragsteller": jede natürliche Person, die in ihrem eigenen Namen oder in ihrer Eigenschaft als Vertreter eines ungeteilten gemeinsamen Eigentums handelt, mindestens achtzehn Jahre alt ist oder für mündig erklärt wurde, im Bevölkerungsregister oder im Fremdenregister eingetragen ist, oder eine Miteigentümergeinschaft, und die Bauherr der im vorliegenden Erlass genannten Investition ist;

2° "der Unternehmer": Person, die für den Antragsteller die aufgrund des vorliegenden Erlasses zulässigen Arbeiten leistet und Dienstleistungen durchführt und in Rechnung stellt;

3° "die Verwaltung": der Öffentliche Dienst der Wallonie Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie;

4° "der Wärmewiderstandskoeffizient, R": gemäß Anlage B1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014 zur Ausführung des Dekrets vom 28. November 2013 über die Energieeffizienz von Gebäuden bestimmter Koeffizient;

5° "biobasierter Dämmstoff": Dämmstoff, dessen biobasierter Anteil des im Rahmen der Investition eingesetzten Produkts, gemessen nach der Norm prEN 16785-2: 2018, mindestens 70 % beträgt. Der Nachweis wird durch ein externes Audit gemäß der Norm EN 17 065 erbracht;

6° "das global steuerpflichtige Einkommen": Einkommen des vorletzten vollständigen Jahres vor demjenigen der Prämienantragstellung, so wie sie auf dem Steuerbescheid oder den Steuerbescheiden der Heberolle des Antragstellers und seiner Auftraggeber und einem gleichgestellten Zeugnis erscheinen.

7° "unterhaltsberechtigtes Kind": gemäß Artikel 1 Ziffer 32 des Gesetzbuches das Kind, für das zum Zeitpunkt der Einreichung des Prämienantrags einem Mitglied des Haushalts des Antragstellers oder seiner Auftraggeber Kinderzulagen oder Waisengeld zuerkannt wird. Als unterhaltsberechtigtes Kind gilt auch ein Kind, das zumindest gleichberechtigt beim Antragsteller oder seinen Auftraggebern oder einem Mitglied seiner oder ihres Haushalts untergebracht ist;

8° "die Investition": Arbeiten, die gemäß diesem Erlass prämieneberechtigt sind und in der Anlage aufgeführt sind;

9° "die Verordnung 812/2013": die delegierte Verordnung (EU) Nr. 812/2013 der Kommission vom 18. Februar 2013 zur Ergänzung der Richtlinie 2010/30/EU des Europäischen Parlaments und des Rates im Hinblick auf die Energieeffizienzkennzeichnung von Warmwasserbereitern, Warmwasserspeichern und Verbundanlagen aus Warmwasserbereitern und Solareinrichtungen;

10° "die Mitteilung 2014/C 207/03": die Mitteilung 2014/C 207/03 der Kommission im Rahmen der Durchführung der Verordnung (EU) Nr. 814/2013 der Kommission zur Durchführung der Richtlinie 2009/125/EG des Europäischen Parlaments und des Rates im Hinblick auf die Festlegung von Anforderungen an die umweltgerechte Gestaltung von Warmwasserbereitern und Warmwasserspeichern und der delegierten Verordnung (EU) Nr. 812/2013 der Kommission zur Ergänzung der Richtlinie 2010/30/EU des Europäischen Parlaments und des Rates im Hinblick auf die Energieeffizienzkennzeichnung von Warmwasserbereitern, Warmwasserspeichern und Verbundanlagen aus Warmwasserbereitern und Solareinrichtungen.

11° "öffentlicher Taxator": die natürliche Person, die in dieser Eigenschaft vom Minister für Wohnungswesen unter den Mitgliedern der Dienststellen der Regierung ernannt wird;

12° "der Bevollmächtigte": die natürliche Person, die von den Miteigentümern (Auftraggebern) eines ungeteilten gemeinsamen Eigentums beauftragt wird, einen Prämienantrag zu stellen;

13° "Gesetzbuch": Wallonisches Gesetzbuch über nachhaltiges Wohnen.

KAPITEL II — Anwendungsbereich

Art. 2 - § 1. Die im vorliegenden Erlass genannten Prämien sind dem Antragsteller vorbehalten, der Inhaber eines dinglichen Rechts an der Wohnung ist, die Gegenstand des Prämienantrags ist, insofern es sich beim Antragsteller um eine natürliche Person handelt.

§ 2. Wenn die Wohnung zum Zeitpunkt der Einreichung des Antrags oder innerhalb von 24 Monaten nach dieser Einreichung vermietet wird, verpflichtet sich der Antragsteller oder einer seiner Auftraggeber, eine der folgenden Bedingungen zu erfüllen:

b) die Wohnung einer Agentur für soziale Wohnungen, einer Wohnungsbaugesellschaft öffentlichen Dienstes oder jeglicher sonstigen von dem Minister für Wohnungswesen bestimmten Einrichtung durch ein Verwaltungsmandat für eine Mindestdauer von neun Jahren zur Verfügung zu stellen;

d) die Wohnung während einer Dauer von mindestens fünf Jahren unter Einhaltung der aufgrund von Artikel 89 des Dekrets vom 15. März 2018 über den Wohnmietvertrag festgesetzten informativen Mietpreistabelle durch einen registrierten Mietvertrag zur Miete freizugeben.

Art. 3 - § 1. Für dieselbe Investition kann die Prämie nicht mit anderen von der Wallonischen Region gewährten Prämien kumuliert werden.

Zwei Prämienanträge für Investitionen, die sich auf dieselben prämieneberechtigten Arbeiten beziehen, müssen mindestens vierundzwanzig Monate auseinander liegen.

Für ein und dieselbe Wohnung darf die Anzahl der Investitionen, für die eine Prämie beantragt wird, innerhalb eines Zeitraums von 24 Monaten höchstens 10 betragen, d.h.:

- 5 für Investitionen gemäß Artikel 6 und Titel III Kapitel 2 und

- 5 für Investitionen gemäß Artikel 8 und Titel III Kapitel 3.

§ 2. Die Beträge der im vorliegenden Erlass genannten Rechnungen verstehen sich ohne Mehrwertsteuer.

§ 3. Mit Ausnahme der in den Artikeln 6, 8 und 26 genannten Investitionen werden die Investitionen von einem Unternehmer getätigt, der bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen und gemäß dem Königlichen Erlass vom 29. Januar 2007 über die beruflichen Fähigkeiten für die Ausübung selbstständiger Aktivitäten in den Berufszweigen des Baugewerbes und der Elektrotechnik sowie des Unternehmertums im Allgemeinen eingetragen ist.

Art. 4 - § 1. Zu den in diesem Erlass vorgesehenen Bedingungen und im Rahmen der verfügbaren Mittel werden Prämien für die Durchführung von Investitionen zur Renovierung oder Verbesserung der Energieeffizienz von Wohnungen gewährt, die sich im französischen Sprachgebiet befinden, mit Ausnahme von touristischen Unterkünften.

§ 2. Die Wohnung, für die die Region eine Prämie gewährt, muss ab dem Datum des Eingangs des Prämienantrags älter als fünfzehn Jahre sein und hauptsächlich zu Wohnzwecken dienen. Die Frist von fünfzehn Jahren beginnt mit dem Datum der Erteilung einer Städtebaugenehmigung, insofern diese für die Schaffung der Wohnung erforderlich war.

Art. 5 - § 1. Die global steuerpflichtigen Einkommen des Haushalts des Antragstellers und seiner Auftraggeber, die in Paragraph 2 bestimmt werden, fallen in eine der folgenden Kategorien:

Einkommenskategorie	Einkommen nach Paragraph 2
R1	≤ 23 000 EUR
R2	zwischen 23 000,01 EUR und 32 700 EUR
R3	zwischen 32 700,01 EUR und 43 200 EUR
R4	zwischen 43 200,01 EUR und 97 700 EUR
R5	> 97 700 EUR

Die Beträge, die die Einkommenskategorien bestimmen, werden gemäß den in Artikel 203 des Gesetzbuches vorgesehenen Indexierungsmodalitäten indiziert.

§ 2. Für die Bestimmung des Einkommens nach Paragraph 1:

1° wird das gesamte global steuerpflichtige Einkommen des Haushalts des Antragstellers und seiner Auftraggeber mit Ausnahme der Verwandten in auf- und absteigender Linie und der Verwandten im zweiten Grad in der Seitenlinie des Antragstellers und seiner Auftraggeber aufgrund der Haushaltszusammensetzung berücksichtigt;

2° wird für jedes unterhaltsberechtignte Kind ein Betrag von 5 000 Euro abgezogen;

In dem in Absatz 1 Ziffer 2 erwähnten Fall gilt als zusätzliches unterhaltsberechtigntes Kind:

a) jede Person im Haushalt des Antragstellers, seiner Auftraggeber, die gemäß Artikel 1 Ziffer 32 des Gesetzbuches als Person mit Behinderung anerkannt ist;

b) jede als Person mit Behinderung anerkannte Person, die das Verfahren zur Wahl der Wohnung des Antragstellers, seiner Auftraggeber als Wohnsitz eingeleitet hat und die mit einer der Personen, die dem Haushalt des Antragstellers oder seiner Auftraggeber angehören, bis zum dritten Grad verwandt ist;

c) das unterhaltsberechtignte Kind, das als Person mit Behinderung anerkannt ist, und für welches Waisengeld von dem Antragsteller, seinen Auftraggebern oder einem Mitglied ihres Haushalts bezogen wird;

d) das künftige Kind, d.h. ein Kind, das zum Zeitpunkt der Antragstellung seit mindestens neunzig Tagen erwartet wird;

3° ein Betrag von 5 000 Euro wird abgezogen für jeden über sechzig Jahre alten Verwandten des Antragstellers, seiner Auftraggeber bis zum dritten Grad, der seinen Wohnsitz in der Wohnung des Antragstellers oder seiner Auftraggeber hat oder dessen Wahl dieser Wohnung als Wohnsitz gerade stattfindet, oder die Person, mit der dieser Verwandte verheiratet ist, verheiratet war, gewöhnlich lebt oder gelebt hat.

§ 3. Außer bei Miteigentümergeinschaften werden die Grundbeträge jeder Prämie mit dem folgenden Koeffizienten multipliziert:

1° für die Einkommenskategorie R1: 6,00;

2° für die Einkommenskategorie R2: 4,00;

3° für die Einkommenskategorie R3: 3,00;

4° für die Einkommenskategorie R4: 2,00;

5° für die Einkommenskategorie R5: 1,00.

§ 4. Die Miteigentümergeinschaften und der oder die Antragsteller als natürliche Person, die keine Unterlagen zur Feststellung ihres Einkommens gemäß Paragraph 2 vorlegen, erhalten die Grundprämie, d. h. die in Paragraph 1 vorgesehene Kategorie R 5.

§ 5. Der Betrag der aufgrund dieses Erlasses gewährten Prämien darf in keinem Fall 80% des Betrags der Rechnung(en) für die Investitionen pro förderfähige Arbeit übersteigen.

Abweichend von Absatz 1 darf der Gesamtbetrag der gemäß Artikel 8 gewährten Prämien in keinem Fall 80% der Summe der Rechnungsbeträge für die in diesem Artikel genannten Investitionen übersteigen.

TITEL II — Investitionen im Zusammenhang mit Dacharbeiten

KAPITEL I — Investitionen im Zusammenhang mit der Isolierung des Dachs

Abschnitt 1 — Anwendungsbereich

Art. 6 - Für die Wärmedämmung des Daches oder des Dachbodens, der mit der Außenumgebung oder einem unbeheizten Raum in Berührung kommt, wird eine Prämie gewährt.

Abschnitt 2 — Bedingungen und Beträge

Art. 7 - § 1. Um prämierechtigt zu sein, müssen die Investitionen folgende Bedingungen erfüllen:

1° die Investitionen werden mithilfe eines Materials getätigt, dessen Wärmewiderstandskoeffizient R mindestens 6,00 m²K/W beträgt;

2° die Isolierung erfolgt auf einem dichten und stabilen Dach;

3° die Isolierung integriert die Dachüberstände, wenn sie durch eine eventuelle spätere Fassadenisolierung erforderlich werden.

Paragraph 1 Ziffer 3 betrifft die Isolierung eines Daches, die von außen durchgeführt wird und technisch unter Einhaltung der städtebaulichen Vorschriften getätigt wird.

§ 2. Der Dämmstoff, der Gegenstand des Prämienantrags ist, darf in mehreren Lagen angebracht werden.

In diesem Fall muss die Summe der Wärmewiderstände der verschiedenen Lagen mindestens so hoch wie der in Paragraf 1 Absatz 1 Ziffer 1 bestimmte Koeffizient sein.

§ 3. Der Grundbetrag der in Paragraf 1 genannten Prämie beträgt 10 Euro pro isolierten Quadratmeter, wenn die Isolierung von einem Unternehmer ausgeführt wird, und 4 Euro pro isolierten Quadratmeter, wenn die Isolierung vom Antragsteller in Eigenarbeit ausgeführt wird.

Wird die Isolierung vollständig mit einem biobasierten Dämmstoff ausgeführt, beträgt der Grundbetrag der Prämie 14 Euro pro isolierten Quadratmeter, wenn die Isolierung von einem Unternehmer ausgeführt wird, und 5 Euro pro isolierten Quadratmeter, wenn die Isolierung vom Antragsteller in Eigenarbeit ausgeführt wird.

Die in Artikel 5 berechnete Prämie darf 6 000 Euro nicht überschreiten, wenn die Isolierung von einem Unternehmer vorgenommen wird, und 2 500 Euro, wenn die Isolierung vom Antragsteller in Eigenarbeit vorgenommen wird.

KAPITEL II — Investitionen im Zusammenhang mit der Renovierung des Daches

Abschnitt 1 — Prämienberechtigte Investitionen

Art. 8 - Wenn sie es ermöglichen, einen Mangel hinsichtlich der gesundheitlichen Zuträglichkeit zu beseitigen, der im Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. August 2007 zur Festlegung der Mindestkriterien der gesundheitlichen Zuträglichkeit, der Kriterien der Überbelegung und zur Bestimmung der in Artikel 1, 19° bis 22° bis des Gesetzbuches aufgeführt ist, und der von einem öffentlichen Taxator gemäß Artikel 29 festgestellt wurde, sind die Investitionen in Bezug auf die nachstehenden Arbeiten prämienerberechtigt:

1° das Ersetzen der Dacheindeckung auf mindestens einer Seite des Daches, einschließlich der Gauben, Dachfenster und ähnlichen Bauelemente, sowie der Wiederaufbau oder Abriss der Schornsteinsockel und des Zubehörs;

2° Anpassung des Dachstuhls oder der Dachstühle der Wohnung;

3° Ersetzung der Vorrichtung(en) zum Auffangen und Ableiten des Regenwassers.

Abschnitt 2 — Bestimmung des Prämienbetrags

Art. 9 - Der Grundbetrag der in Artikel 8 Ziffer 1 genannten Prämie entspricht 6 Euro pro Quadratmeter Dachfläche.

Der Grundbetrag der Prämie nach Artikel 8 Ziffer 2 entspricht 250 Euro.

Der Grundbetrag der Prämie nach Artikel 8 Ziffer 3 entspricht 100 Euro.

TITEL III — Investitionen von weniger als 3 000 Euro

KAPITEL I — Allgemeines

Art. 10 - Für Investitionen gemäß diesem Titel wird eine Prämie gewährt, wenn der Rechnungsbetrag oder die Rechnungsbeträge für die Investition insgesamt pro prämienerberechtigte Arbeit über 200 Euro und unter oder bei 3 000 Euro liegt bzw. liegen;

KAPITEL II — Energiesparende Investitionen

Abschnitt 1 — Investitionen im Zusammenhang mit der Außenhaut des Gebäudes

Art. 11 - § 1. Es wird eine Prämie gewährt zur Ersetzung der Tür- oder Fensterrahmen, die in Kontakt mit der Außenluft, einem unbeheizten und frostfreien Raum, oder einem unbeheizten und nicht frostfreien Raum stehen. Nach Abschluss der Arbeiten muss der Durchschnitt der ersetzten Holzwerke, d. h. der Türen und Fensterrahmen, einen Wärmedurchgangskoeffizienten U_w für das Fenster oder die Tür von höchstens $1,5 \text{ W/m}^2\text{K}$ aufweisen. Die an den Außentür- und Fensterrahmen angebrachten transparenten oder lichtdurchlässigen Elemente müssen einen Wärmedurchgangskoeffizienten von höchstens $1,1 \text{ W/m}^2\text{K}$ aufweisen, der gemäß der CE-Kennzeichnung für die Verglasung bestimmt wird, das heißt der gemäß der Norm NBN EN 673 berechnet wird. Die Prämie wird nur dann erteilt, wenn die Verglasung die Norm NBN S23-002 einhält.

§ 2. Der Grundbetrag der in Paragraf 1 genannten Prämie beträgt 25 Euro/m².

Abschnitt 2 — Investitionen im Zusammenhang mit Heizsystemen

Art. 12 - § 1. Eine Prämie wird für die Isolierung von Heizungsrohren, -schächten oder -ventilen gewährt, die sich in einem unbeheizten, frostfreien Raum oder in einem unbeheizten und nicht frostfreien Raum befinden.

§ 2. Um prämienerberechtigt zu sein, entsprechen die Investitionen den Anforderungen der Anlage C4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014 zur Ausführung des Dekrets vom 28. November 2013 über die Energieeffizienz von Gebäuden.

§ 3. Der Grundbetrag der Prämie beträgt 60 Euro pro Wohnung.

Art. 13 - Eine Prämie wird für die Isolierung eines Warmwasserspeichers mit einem Dämmstoff gewährt, dessen Wärmewiderstandskoeffizient, R , mindestens $1,5 \text{ m}^2 \text{ K/W}$ beträgt.

Wenn der Warmwasserspeicher ein Fassungsvermögen von fünfhundert Litern oder weniger hat, beträgt der Grundbetrag der Prämie 35 Euro pro isoliertem Warmwasserspeicher.

Wenn der Warmwasserspeicher ein Fassungsvermögen von mehr als fünfhundert Litern hat, beträgt der Grundbetrag der Prämie 60 Euro pro isoliertem Warmwasserspeicher.

Art. 14 - Für das Installieren von Umwälzpumpen mit variabler Drehzahl wird eine Prämie gewährt.

Der Grundbetrag der Prämie beträgt 24 Euro pro installierter Umwälzpumpe, wenn die Umwälzpumpe höchstens drei Wohnungen versorgt.

Der Grundbetrag der Prämie beträgt 140 Euro pro installierter Umwälzpumpe, wenn die Umwälzpumpe mindestens vier Wohnungen versorgt.

Art. 15 - § 1. Eine Prämie wird für den Austausch eines Warmwasserspeichers eines Heizungssystems gewährt. Der installierte Warmwasserspeicher ist nicht mit einem elektrischen Heizstab ausgestattet.

Wenn der Warmwasserspeicher ein Fassungsvermögen von fünfhundert Litern oder weniger hat, beträgt der Grundbetrag der Prämie 70 Euro pro ersetzttem Warmwasserspeicher.

Wenn der Warmwasserspeicher ein Fassungsvermögen von mehr als fünfhundert Litern hat, beträgt der Grundbetrag der Prämie 120 Euro pro ersetzttem Warmwasserspeicher.

Art. 16 - Eine Prämie wird für das Anbringen von mindestens fünf Thermostatventilen an Heizkörpern gewährt.

Der Grundbetrag der Prämie beträgt 35 Euro pro Antrag und ein zusätzlicher Grundbetrag von 7 Euro pro zusätzlich eingebautem Ventil kann gewährt werden.

Art. 17 - Eine Prämie wird für das Anbringen eines Raumthermostats gewährt, der dafür sorgt, dass der Erzeuger oder die Umwälzpumpen außerhalb der Wärmebedarfszeiten abgeschaltet werden.

Der Grundbetrag der Prämie beträgt 30 Euro pro installiertem Raumthermostat.

Abschnitt 3 — Investitionen im Zusammenhang mit Brauchwarmwasserbereitungsanlagen

Art. 18 - § 1. Für das Installieren einer Wärmepumpe zur ausschließlichen Erzeugung von Brauchwarmwasser wird eine Prämie gewährt;

§ 2. Um prämierechtigt zu sein, muss die Installation einer Wärmepumpe:

1° von einem Installateur durchgeführt werden, der für die in Artikel 3 Paragraph 2 Absatz 1 Ziffer 6 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Juni 2013 zur Einführung eines Systems zur Zertifizierung der Installateure von Systemen zur Energieerzeugung aus erneuerbaren Quellen und der im Bereich der Energieeffizienz tätigen Fachleute genannten Tätigkeiten zertifiziert ist;

2° mindestens mit einem Stromzähler ausgestattet sein, der es ermöglicht, den Verbrauch zu messen, der dem Betrieb der Wärmepumpe und der Hilfseinrichtungen der Anlage gewidmet ist (d. insbesonders die eventuellen Umwälzpumpen und Tauchsieder). Die Zähler entsprechen den Vorschriften der Anlage C4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014 zur Ausführung des Dekrets vom 28. November 2013 über die Energieeffizienz von Gebäuden;

3° ein Lastprofil von mindestens "M" in Verbindung mit einer Energieklasse für die Wassererwärmung von "Klasse A" aufweisen, und zwar gemäß der Verordnung 812/2013, ergänzt durch die Mitteilung 2014/C 207/03;

4° im Falle einer dynamischen Wärmeabgabe aus der Außenluft kann der Verdampfer innerhalb des Gebäudes installiert sein, wenn er mit dichten und wärmeisolierten Hüllen versehen ist, um Außenluft anzusaugen und die angesaugte Luft außerhalb des Gebäudes abzuleiten.

5° im Falle einer statischen Wärmeabgabe aus der Außenluft ist der Verdampfer außerhalb des Gebäudes installiert und die Wärmepumpe ist nicht mit einer Enteisungsvorrichtung ausgestattet. Der externe Wärmetauscher ist zwischen Ost und West über den Süden ausgerichtet, ohne die Sonneneinstrahlung oder die natürliche Luftzirkulation zu behindern.

§ 3. Der Grundbetrag der angestrebten Prämie beträgt 500 Euro pro installierter Wärmepumpe.

Art. 19 - Für den Austausch des Speichertanks für Brauchwarmwasser wird eine Prämie gewährt.

Der installierte Speichertank ist nicht mit einem elektrischen Heizstab ausgestattet.

Wenn der Speichertank für Brauchwarmwasser ein Fassungsvermögen von fünfhundert Litern oder weniger hat, beträgt der Grundbetrag der Prämie 85 Euro pro isoliertem Warmwasserspeicher.

Wenn der Speichertank für Brauchwarmwasser ein Fassungsvermögen von über fünfhundert Litern hat, beträgt der Grundbetrag der Prämie 130 Euro pro isoliertem Warmwasserspeicher.

Art. 20 - § 1. Eine Prämie wird für die Isolierung von Leitungen und Zubehör eines Warmwasserzirkulationssystems gewährt.

§ 2. Um prämierechtigt zu sein, werden die Investitionen in eine Gemeinschaftsanlage getätigt und entsprechen den Anforderungen der Anlage C4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014 zur Ausführung des Dekrets vom 28. November 2013 über die Energieeffizienz von Gebäuden.

§ 3. Der Grundbetrag der Prämie beträgt 35 Euro pro Wohnung.

Art. 21 - § 1. Für die Isolierung eines externen Plattenwärmetauschers wird eine Prämie gewährt.

§ 2. Die Isolierung erfolgt mit einem Isoliermaterial, dessen Wärmewiderstandskoeffizient R mindestens 1,5 m²K/W beträgt.

§ 3. Der Grundbetrag der Prämie beträgt 60 Euro pro isoliertem externen Plattenwärmetauscher.

Art. 22 - § 1. Für die Isolierung eines Warmwasserspeichers für das Brauchwarmwasser wird eine Prämie gewährt.

§ 2. Die Isolierung erfolgt mit einem Isoliermaterial, dessen Wärmewiderstandskoeffizient R mindestens 1,5 m²K/W beträgt.

§ 3. Wenn der Warmwasserspeicher für das Brauchwarmwasser ein Fassungsvermögen von fünfhundert Litern oder weniger hat, beträgt der Grundbetrag der Prämie 35 Euro pro isoliertem Brauchwarmwasserspeicher.

Wenn der Warmwasserspeicher ein Fassungsvermögen von über fünfhundert Litern hat, beträgt der Grundbetrag der Prämie 60 Euro pro isoliertem Brauchwarmwasserspeicher.

Abschnitt 4 — Investitionen im Zusammenhang mit Belüftungssystemen

Art. 23 - § 1. Eine Prämie wird für das Installieren eines zentralisierten mechanischen Belüftungssystems mit einfachem Fluss gewährt, das die Belüftung sämtlicher Räume der Wohnung gewährleistet.

§ 2. Um prämierechtigt zu sein, muss die Installation:

1° die Anforderungen in Bezug auf die Belüftung der Anlage C4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014 zur Ausführung des Dekrets vom 28. November 2013 über die Energieeffizienz von Gebäuden einhalten;

2° die Vorschriften der Anlage C2 und ggf. der Anlage C3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014 zur Ausführung des Dekrets vom 28. November 2013 über die Energieeffizienz von Gebäuden einhalten;

3° mit mindestens einer Schalldämpfungseinrichtung zur Absaugung und ggf. zur Zuluftversorgung ausgestattet sein;

4° mit einer bedarfsgesteuerten Funktionalität ausgestattet sein, wie in der Anlage des ministeriellen Erlasses vom 16. Oktober 2015 zur Bestimmung der Werte des Reduktionsfaktors für die Lüftung nach Anhang A1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014 zur Ausführung des Dekrets vom 28. November 2013 über die Energieeffizienz von Gebäuden bestimmt.

§ 3. Der Grundbetrag der Prämie beträgt 500 Euro pro installiertem zentralisiertem Lüftungssystem.

Art. 24 - § 1. Eine Prämie wird für das Installieren eines mechanischen Belüftungssystems mit einfachem Fluss gewährt, das die Belüftung eines Teils der Räume der Wohnung gewährleistet.

§ 2. Um prämierechtigt zu sein, muss die Installation:

1° die Anforderungen in Bezug auf die Belüftung der Anlage C4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014 zur Ausführung des Dekrets vom 28. November 2013 über die Energieeffizienz von Gebäuden einhalten;

2° die Vorschriften für die so erschlossenen Räume der Anlage C2 und ggf. der Anlage C3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014 zur Ausführung des Dekrets vom 28. November 2013 über die Energieeffizienz von Gebäuden einhalten;

3° mit einer Form der Regulierung des Luftstroms jeder installierten Absaugereinheit ausgestattet sein, die sich nach dem Lüftungsbedarf richtet, der in dem oder den versorgten Räumen festgestellt wurde:

a) eine Toilette ist zumindest entweder mit einem Anwesenheitsdetektor im Raum selbst, einem CO₂-Detektor im Raum selbst oder in einer nur für diesen Raum bestimmten Abluftleitung oder mit einer Kopplung an den Lichtschalter des Raums ausgestattet (vorausgesetzt, der Toilettenraum hat keine direkte natürliche Beleuchtung);

b) eine Küche muss mindestens entweder mit einem CO₂-Detektor im Raum selbst oder in einer nur für diesen Raum bestimmten Abluftleitung oder mit einem Detektor für die relative Luftfeuchtigkeit im Raum selbst oder in einer nur für diesen Raum bestimmten Abluftleitung ausgestattet sein;

c) andere feuchte Räume (Duschräume, Badezimmer, Waschküchen und Ähnliches) sind mit einem Detektor für relative Luftfeuchtigkeit im Raum selbst oder in einer nur für diesen Raum bestimmten Abluftleitung ausgestattet.

§ 3. Der Grundbetrag der Prämie beträgt 180 Euro pro installierter Lüftungsvorrichtung mit einfachem Fluss.

Art. 25 - § 1. Eine Prämie wird für das Installieren eines mechanischen Belüftungssystems mit Doppelfluss gewährt, das die Belüftung eines Teils der Räume der Wohnung gewährleistet.

§ 2. Um prämierechtigt zu sein, muss die Installation:

1° die Anforderungen in Bezug auf die Belüftung der Anlage C4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014 zur Ausführung des Dekrets vom 28. November 2013 über die Energieeffizienz von Gebäuden einhalten;

2° die Vorschriften für die so erschlossenen Räume der Anlage C2 und ggf. der Anlage C3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014 zur Ausführung des Dekrets vom 28. November 2013 über die Energieeffizienz von Gebäuden einhalten;

3° für jede Belüftungsgruppe eine Vorrichtung zur Wärmerückgewinnung mit einem Wirkungsgrad von mindestens fünfzig Prozent gemäß den Vorschriften von Anlage G der Anlage A1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014 zur Ausführung des Dekrets vom 28. November 2013 über die Energieeffizienz von Gebäuden enthalten.

§ 3. Der Grundbetrag der Prämie beträgt 360 Euro pro installierter Vorrichtung mit Doppelfluss.

KAPITEL III — Investitionen im Zusammenhang mit der Renovierung einer Wohnung

Abschnitt 1 — Prämierechtigte Investitionen

Art. 26 - § 1. Für die Gewährung einer Prämie kommen Investitionen in Betracht, die sich auf die folgenden Arbeiten beziehen, wenn sie die Beseitigung eines Mangels hinsichtlich der gesundheitlichen Zutraglichkeit ermöglichen, der im Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. August 2007 zur Festlegung der Mindestkriterien der gesundheitlichen Zutraglichkeit, der Kriterien der Überbelegung und zur Bestimmung der in Artikel 1, 19° bis 22° bis erwähnten Definitionen des Gesetzbuches aufgeführt ist:

1° die Austrocknung, die Standfestigkeit und die gesundheitliche Zutraglichkeit der Wände und des Bodens:

a) Austrocknung der Wände zur Behebung folgender Dichtigkeitsmängel:

i. Eindringen von Wasser (Außenwand);

ii. aufsteigende Feuchtigkeit (Wandsockel);

b) die Verstärkung von instabilen Wänden;

c) die Ersetzung der tragenden Strukturen (Balken, Träger usw.) der Gehflächen eines Raums oder mehrerer Räume;

d) Arbeiten zur Beseitigung von Hausschwamm oder jedem sonstigen Pilz mit vergleichbaren Auswirkungen durch Ersetzung und/oder Behandlung der befallenen Bauteile;

e) Arbeiten zur Beseitigung von Radon nach den Empfehlungen der von den zuständigen Behörden verfassten Berichte;

2° die Anpassung der:

a) Elektrischen Installation;

b) Gasanlage;

3° die Anpassung an die Kriterien, die im Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. August 2007 zur Festlegung der Mindestkriterien der gesundheitlichen Zuträglichkeit, der Kriterien der Überbelegung und zur Bestimmung der in Artikel 1 Ziffern 19 bis 22bis des Gesetzbuches erwähnten Definitionen bestimmt sind, bezüglich:

a) Tageslichtbeleuchtung;

b) Belüftung;

c) Deckenhöhe;

4° der Ersatz von Innentreppen;

5° die Sicherung der Fensteröffnungen und der Zwischengeschosse;

6° Schornsteinummantelung und/oder Instandsetzung, Wiederaufbau oder Abbruch der bestehenden Schornsteinmündungen und Zubehör;

7° das Installieren einer Abwasserableitung oder völliger Ersatz der bestehenden Anlage, in Übereinstimmung mit den in diesem Bereich geltenden vorschriftsmäßigen Bestimmungen.

Nicht prämienberechtigt ist das Installieren einer individuellen Kläranlage;

8° das Installieren oder die Anpassung:

a) einer Toilette in einer Wohnung, die in einem belüfteten Raum eingebaut wird, der nur über einen Schleusenraum von einem Wohnraum aus zu erreichen ist;

b) einer Trinkwasserstelle über dem Abwaschbecken in der Küche;

c) eines ersten Waschrums.

Art. 27 - Investitionen in Bezug auf die in Artikel 26 Ziffer 1 Buchstaben a, b, c und d Ziffern 3, 4 und 8 Buchstaben a, b und c, vorgesehenen Arbeiten sind prämienberechtigt, wenn sie zur Behebung eines von einem öffentlichen Taxator gemäß Artikel 29 festgestellten Mangels hinsichtlich der gesundheitlichen Zuträglichkeit führen.

Abschnitt 2 — Bestimmung des Prämienbetrags

Art. 28 - Der Grundbetrag der Prämie für Investitionen nach Artikel 26 entspricht 350 Euro pro Arbeit.

TITEL IV — Verfahren für die Einreichung eines Antrags

Art. 29 - § 1. Für die in den Artikeln 8 und 26 Ziffer 1 Buchstaben a, b, c und d Ziffern 3, 4 und 8 Buchstaben a, b und c genannten Investitionen beantragt der Antragsteller bei der Verwaltung den Besuch des öffentlichen Taxators, damit dieser einen Bericht über die Verstöße gegen den Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. August 2007 zur Festlegung der Mindestkriterien der gesundheitlichen Zuträglichkeit, der Kriterien der Überbelegung und zur Bestimmung der in Artikel 1 Ziffern 19 bis 22bis des Gesetzbuches in Bezug auf diese Investitionen erstellt, der sie prämienfähig macht.

Im Anschluss an seinen Besuch erstellt der Taxator einen Bericht.

Dieser Bericht enthält die nachstehenden Angaben:

a) Name, Vorname und Kontaktdaten des Antragstellers;

b) Anschrift der Wohnung, die Gegenstand des Antrags ist.

§ 2. Der Besuch des öffentlichen Taxators ist eine obligatorische Voraussetzung für die Beantragung der in Artikel 30 vorgesehenen Prämie für die in Paragraph 1 vorgesehenen Investitionen.

§ 3. Der vom öffentlichen Taxator erstellte Bericht über die in Paragraph 1 genannten prämienberechtigten Investitionen ist ab dem im Bericht angegebenen Datum zwei Jahre lang gültig.

Nach Ablauf dieser Frist muss bei der Verwaltung ein neuer Antrag auf Besuch des Taxators gestellt werden.

Art. 30 - § 1. Der Prämienantrag wird binnen vier Monaten nach dem Datum der Rechnung über den Restbetrag der Investition, wenn die Arbeiten von einem Unternehmer durchgeführt werden, oder aber binnen vier Monaten nach dem Datum der letzten Kaufrechnung für Materialien, wenn die Arbeiten vom Antragsteller selbst durchgeführt werden, an die Verwaltung gerichtet.

Wenn der Antrag mehrere Investitionen betrifft, schickt der Antragsteller den Antrag und die entsprechenden Rechnungen, die nicht älter als zwei Jahre sein dürfen, an die Verwaltung, wobei die letzte Rechnung nicht älter als vier Monate ab dem Datum der Versendung sein darf.

§ 2. Damit der Antrag als vollständig betrachtet werden kann, muss er Folgendes enthalten:

1° das bei der Verwaltung verfügbare Formular und seine Anlagen, ordnungsgemäß ausgefüllt und unterschrieben.

Das Antragsformular enthält folgende Informationen:

a) Name, Vorname, Nationalregisternummer, Kontaktdaten des Antragstellers oder der Gesamtheit der Mitglieder des etwaigen gemeinsamen Eigentums;

b) Adresse oder Gesellschaftssitz des Antragstellers und Adresse der Wohnung, die Gegenstand des Antrags ist;

c) Bankdaten des Antragstellers.

Die Anlage enthält mindestens die Adresse der Wohnung, die Gegenstand des Antrags ist, und die Kontaktdaten des Unternehmers, der die Investitionen, die Gegenstand des Antrags sind, getätigt hat;

2° eine Kopie der Rechnungen für die getätigten Investitionen, die auf den Namen des Antragstellers ausgestellt sind, oder einen Kaufnachweis für die Investitionen gemäß Artikel 6, 8 und 26, die durch persönliche Arbeitsleistungen ausgeführt wurden;

3° den Kostenvoranschlag für die getätigten Investitionen;

4° eine ehrenwörtliche Erklärung zur Bescheinigung;

a) dass alle Arbeiten, die Gegenstand des Prämienantrags sind, ausgeführt sind;

b) dass die Wohnung zum Zeitpunkt der Antragstellung mindestens 15 Jahre alt ist;

c) dass die Investitionen, die Gegenstand des Prämienantrags sind, unter Einhaltung der städtebaulichen Vorschriften getätigt wurden;

d) dass der Dachüberstand für eine mögliche spätere Fassadenisolierung vorgesehen ist;

e) dass die in Artikel 6 genannten Investitionen an Wänden vorgenommen werden, die keine Mängel in Bezug auf Stabilität und Wasserdichtigkeit aufweisen;

5° die Genehmigung des Antragstellers bezüglich der direkten Erhebung aus authentischen Quellen anderer Verwaltungen oder Einrichtungen der zur Untersuchung seines Antrags erforderlichen Daten.

6° um in den Genuss der in Artikel 5 vorgesehenen Erhöhung zu kommen, muss der in Artikel 30 vorgesehene Antrag zusätzlich zu den in Paragraph 2 Ziffern 1 bis 4 genannten Angaben Folgendes enthalten:

a) einen am Datum des Antrags weniger als drei Monate alten Auszug aus dem Bevölkerungsregister zur Bescheinigung der Haushaltszusammensetzung des Antragstellers;

b) für jede Person des Haushalts, mit Ausnahme der Verwandten in auf- und absteigender Linie und der Seitenverwandten im zweiten Grad des Antragstellers, die einer Erklärung der Einkommensteuer der natürlichen Personen unterliegt, eine Kopie des Steuerbescheids betreffend das Einkommen des vorletzten vollständigen Jahres vor dem Datum des Antrags oder, falls nicht vorhanden, jedes andere beweiskräftige Dokument, mit dem das Einkommen ermittelt werden kann;

c) die Bescheinigung(en) betreffend die vom Haushalt bezogenen Kinderzulagen, welche von der Kinderzulagenkasse, von der Sozialversicherungskasse für Selbstständige oder von jeder sonstigen zuständigen Stelle ordnungsgemäß ausgefüllt sein müssen, d.h. einschließlich der notwendigen Angaben für den Anspruch auf die Anwendung von Artikel 5 Paragraph 2;

d) eine Bescheinigung des Föderalen Öffentlichen Dienstes Soziale Sicherheit, die die Eigenschaft als Person mit einer Behinderung gemäß Artikel 5 Paragraph 2 Ziffer 3 feststellt und den Grad der anerkannten Behinderung angibt;

e) das Urteil oder das Übereinkommen, durch welches die aufgeteilte Unterbringung des Kindes nach Artikel 1 Ziffer 7 festgesetzt wird;

f) ein ärztliches Attest, aus dem hervorgeht, dass das in Artikel 5 Paragraph 2 Absatz 2 Ziffer 4 genannte Kind zum Zeitpunkt der Einreichung des Prämienantrags seit mindestens neunzig Tagen erwartet wird.

In Bezug auf Absatz 1 Ziffer 5 Buchstabe b gilt, dass wenn die Antragsteller Gehälter, Löhne, Zulagen oder Nebeneinkünfte, die auf nationaler Ebene steuerfrei sind, beziehen, sie eine Bescheinigung des Lohnschuldners beibringen müssen, in der all diese bezogenen Gehälter, Löhne, Zulagen bzw. Nebeneinkünfte angegeben sind, damit auf dieser Basis die Grundlage ermittelt werden kann, die besteuert worden wäre, wenn diese Einkünfte nach dem gemeinrechtlichen System steuerlich erfasst worden wären;

7° für Investitionen gemäß Artikel 6, wenn sie vom Antragsteller selbst durchgeführt werden, ein explizites Foto vor Tätigkeit der Investition und ein explizites Foto nach Tätigkeit der Investition; für Investitionen gemäß Artikel 8 und 26, wenn sie vom Antragsteller selbst getätigt werden, ein explizites Foto nach Tätigkeit der Investition; für Investitionen gemäß Artikel 8 und 26, die 4 Monate vor Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses durchgeführt und in Rechnung gestellt wurden, ein explizites Foto vor und nach Tätigkeit der Arbeiten;

8° für die in Artikel 12 genannten Investitionen, eine Kopie des Berichts über die Wärmedämmung der Warmwasserrohre gemäß Anlage C4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014 zur Ausführung des Dekrets vom 28. November 2013 über die Energieeffizienz von Gebäuden, der vom Installateur erstellt wurde, der das Installieren durchgeführt hat;

9° für die in Artikel 14 genannten Investitionen die technische Dokumentation, aus der hervorgeht, dass es sich bei der installierten Vorrichtung um eine Vorrichtung mit variabler Drehzahl handelt;

10° für Investitionen gemäß Artikel 18 für Wärmepumpen, die den Verordnungen Nr. 812/2013 unterliegen, eine Kopie des Energieetiketts des installierten Geräts im Sinne der Verordnung Nr. 812/2013, ergänzt durch die Mitteilung 2014/C 207/03;

11° für die in Artikel 20 genannten Investitionen, eine Kopie des Berichts über die Wärmedämmung der Warmwasserrohre gemäß Anlage C4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014 zur Ausführung des Dekrets vom 28. November 2013 über die Energieeffizienz von Gebäuden, der vom Unternehmer erstellt wurde, der das Installieren durchgeführt hat;

12° für die in Artikel 23 genannten Investitionen:

a) einen Bericht, in dem die tatsächlich eingesetzten Volumenströme der Belüftung und ihre Übereinstimmung mit den in Artikel 23 geforderten Volumenströmen bescheinigt werden; die Luftstrommenge jeder mechanischen Zuluftöffnung wird gemessen, und ggf. wird die Kapazität jeder natürlichen Belüftungsöffnung mithilfe der technischen Dokumentation gerechtfertigt;

b) eine Beschreibung der Art der eingesetzten bedarfsgesteuerten Belüftung;

c) eine Beschreibung der installierten Schalldämpfungseinrichtung;

13° für die in Artikel 24 genannten Investitionen:

a) ein Messverhältnis, das die tatsächlich eingesetzten mechanischen Volumenströme der Belüftung und deren Übereinstimmung mit den in Artikel 24 geforderten Volumenströmen belegt;

b) eine Beschreibung der versorgten Räume und der installierten Erfassungsmethoden;

14° für die in Artikel 25 genannten Investitionen:

a) ein Messverhältnis, das die tatsächlich eingesetzten mechanischen Volumenströme der Belüftung und deren Übereinstimmung mit den in Artikel 25 geforderten Volumenströmen belegt;

b) für jede installierte Vorrichtung zur Wärmerückgewinnung einen Bericht über die Prüfung der Effizienz dieser Vorrichtung, der gemäß den Vorschriften von Anlage G Anlage A1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014 zur Ausführung des Dekrets vom 28. November 2013 über die Energieeffizienz von Gebäuden erstellt wurde;

15° für Investitionen gemäß Artikel 8 und 26 Ziffer 1 Buchstaben a, b, c und d Ziffern 3, 4 und 8 Buchstaben a, b und c: den Bericht des öffentlichen Taxators;

16° bei Miteigentümergeinschaften, den Beschluss der Generalversammlung über die Durchführung der Arbeiten.

Art. 31 - § 1. Die Verwaltung richtet an den Antragsteller eine Empfangsbestätigung des Prämienantrags innerhalb von fünfzehn Tagen ab dem Einreichungsdatum des Prämienantrags.

§ 2. Ab dem Empfang eines vollständigen Antrags verfügt die Verwaltung über sechzig Tage, um dem Antragsteller ihre Entscheidung mitzuteilen.

§ 3. Ist der Antrag nicht vollständig oder erfordert Belege, die für das Verständnis oder die Prüfung der in der Akte enthaltenen Elemente notwendig sind, so fordert die Verwaltung vom Antragsteller alle zur Vervollständigung seines Antrags erforderlichen Dokumente an.

Der Antragsteller verfügt über eine Frist von sechzig Tagen, die am Tag nach der Einsendung des Schreibens, durch das zusätzliche Informationen erbeten werden, läuft, um die Gesamtheit der erforderlichen Informationen einzusenden.

Falls alle Informationen, um deren Zusendung gebeten wurde, nicht innerhalb der in Absatz 2 des vorliegenden Paragrafen vorgeschriebenen Fristen zugestellt worden sind, bewirkt dies die Ablehnung des Antrags.

TITEL V — *Einsprüche*

Art. 32 - § 1. Der Antragsteller verfügt über eine Frist von dreißig Tagen ab der Zustellung des Beschlusses, um gegen eine Ablehnung des Antrags oder gegen den Betrag der Prämie eine Beschwerde bei der Verwaltung per Einschreiben einzulegen.

Die Verwaltung richtet an den Antragsteller innerhalb von fünfzehn Tagen nach Einreichung der Beschwerde eine Empfangsbestätigung der Beschwerde.

§ 2. Binnen sechzig Tagen nach der Empfangsbestätigung fordert die Verwaltung den Antragsteller auf, ihr alle Dokumente und Belege zu übermitteln, die sie zur Neuüberprüfung der Akte als notwendig betrachtet.

Der Antragsteller verfügt über eine Frist von sechzig Tagen, die am Tag nach der Einsendung des Schreibens, durch das zusätzliche Informationen erbeten werden, läuft, um die Gesamtheit der erforderlichen Informationen einzusenden.

Falls alle Informationen, um deren Zusendung gebeten wurde, nicht innerhalb der in Absatz 2 des vorliegenden Paragrafen vorgeschriebenen Fristen zugestellt worden sind, bewirkt dies die Bestätigung des ursprünglichen Beschlusses.

§ 3. Die Verwaltung fasst ihren Beschluss binnen drei Monaten nach dem Empfang aller für die Neuüberprüfung des Antrags notwendigen Dokumente.

§ 4. Falls innerhalb der in Paragraf 3 erwähnten Frist dem Antragsteller kein Beschluss zugestellt worden ist, gilt die Prämie als gewährt.

TITEL VI — *Kontrollen*

Art. 33 - Die Verwaltung verfügt über eine Frist von fünf Jahren ab dem Tag nach demjenigen der Auszahlung des Betrags der Prämie, um zu überprüfen, ob die Arbeiten, für die der Prämienantrag gestellt wurde, den im vorliegenden Erlass genannten Bedingungen für die Gewährung entsprechen.

Art. 34 - Der Empfänger der Prämie ist verpflichtet, der Verwaltung binnen der von ihr festgelegten Frist jedes Dokument zu übermitteln, das zur Kontrolle der Nutzung der Prämie notwendig ist.

Auf Anfrage der Verwaltung erlaubt der Prämienempfänger es den von dem Minister für Wohnungswesen und dem Minister für Energie oder einem ihrer Beauftragten bestimmten Bediensteten, vor Ort die Ausführung der durch eine Prämie gedeckten Arbeiten und die Übereinstimmung dieser Arbeiten mit den durch oder kraft des vorliegenden Erlasses bestimmten Anforderungen und mit den Regeln der guten fachlichen Praxis festzustellen. Jede Ortsbesichtigung wird mindestens fünfzehn Tage im Voraus durch eine entsprechende Meldung angekündigt. Der Prämienempfänger kann einen Aufschub der Ortsbesichtigung um höchstens sechzig Tage beantragen.

Falls der Antragsteller sich weigert, den Aufforderungen der Verwaltung stattzugeben, ist er verpflichtet, den nicht gerechtfertigten Teil der Prämie zurückzuzahlen, in Übereinstimmung mit Artikel 13 des Gesetzes vom 16. Mai 2003 zur Festlegung der für die Haushalte, die Kontrolle der Zuschüsse und die Buchführung der Gemeinschaften und Regionen sowie für die Organisation der Kontrolle durch den Rechnungshof geltenden allgemeinen Bestimmungen.

Falls nicht alle in Rechnung gestellten Arbeiten ausgeführt wurden oder die geleistete Arbeit den Anforderungen nicht entspricht, kann die Verwaltung es erlauben, dass die Ausführung der Arbeiten um höchstens zwölf Monate aufgeschoben wird.

Werden die im vorliegenden Erlass vorgesehenen Bestimmungen nicht beachtet, so kann die Verwaltung die vollständige Rückzahlung der vom Antragsteller erhaltenen Prämie verlangen.

TITEL VII — *Datenschutz*

Art. 35 - Die Verwaltung ist verantwortlich für die Verarbeitung im Sinne der Datenschutz-Grundverordnung für die Verarbeitung personenbezogener Daten, die im Zusammenhang mit der Gewährung der Prämien erforderlich sind, d.h. die Überprüfung der Übereinstimmung des Antrags mit den Gewährungsbedingungen, die Gewährung der Prämie und ggf. die Rückforderung von zu Unrecht gezahlten Prämien.

Art. 36 - Die von der Verwaltung erhaltenen Daten werden mit einer maximalen Aufbewahrungsdauer aufbewahrt, die den 31. Dezember des Jahres nicht überschreiten darf, in dem die Verjährung aller Klagen eingetreten ist, die sich auf die Beitreibung der ungeschuldeten Zahlungen der im vorliegenden Erlass genannten Prämien beziehen.

TITEL IX — *Schlussbestimmungen*

Art. 37 - § 1. In Kapitel VI des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Mai 2019 über die Vollmachtserteilungen innerhalb des Öffentlichen Dienstes der Wallonie wird ein neuer Artikel 115/1 eingefügt, der wie folgt lautet:

„Art. 115/1 - Für die Anwendung des vorliegenden Kapitels verstehen sich die Energieprämien als die auf den Energiefonds anrechenbaren Beihilfen und die sich darauf beziehenden Basiszuwendungen sowie die Beihilfen gemäß Titel II, Kapitel I und Titel III, Kapitel II, die durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. Mai 2022 zur Einführung einer Regelung von Beihilfen, die für die Durchführung von energiesparenden Investitionen und die Renovierung einer Wohnung gewährt werden, eingeführt wurden.“.

§ 2. Artikel 118 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1° Paragraf 1 wird durch Folgendes ersetzt:

“§ 1 - Dem Direktor der Direktion der Privatbeihilfen wird die Vollmacht erteilt, für alle Ausgaben, die sich auf die in Anwendung der Artikel 14 und 29 Paragraf 1 Ziffer 4 Buchstabe d des Wallonischen Gesetzbuches über nachhaltiges Wohnen eingeführten Beihilfen für natürliche Personen oder juristische Personen beziehen, mit Ausnahme der Energieprämien im Sinne von Artikel 115/1, die Umzugs- und Mietzulagen, die Einrichtungsbeihilfen, die Ausfallbürgschaften und die Beihilfen für anpassbare oder zugängliche Wohnungen, Ausgabenverpflichtungen einzugehen, diese Ausgaben zu genehmigen und festzustellen.”;

2° Paragraf 4 Ziffer 1 wird durch Folgendes ersetzt:

“1° die Energieprämien im Sinne von Artikel 115/1.”;

§ 3. Artikel 125 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1° Paragraf 2 wird durch Folgendes ersetzt:

“§ 2. Dem Direktor der Direktion der Beihilfen für Privatpersonen wird die Vollmacht erteilt, darüber zu entscheiden, ob die in Anwendung der Artikel 14 und 29 Paragraf 1 Ziffer 4 des Wallonischen Gesetzbuches über nachhaltiges Wohnen eingeführten Beihilfen, mit Ausnahme der Energieprämien im Sinne von Artikel 115/1, die Umzugs- und Mietzulagen, die Einrichtungsbeihilfen und die Beihilfen für anpassbare oder zugängliche Wohnungen natürlichen Personen oder juristischen gewährt werden oder nicht.”;

2° Paragraf 6 wird durch Folgendes ersetzt:

“§ 6. Dem Direktor der Direktion des privaten Wohnraums, der Information und der Kontrolle wird die Vollmacht erteilt, über die Beschwerden gegen den Beschluss zur Ablehnung der Gewährung der Beihilfen für natürliche und juristische Personen oder gegen deren Berechnung der in Anwendung des Wallonischen Gesetzbuches über nachhaltiges Wohnen eingeführten Umzugs-, Mietzulagen und Einrichtungsbeihilfen, mit Ausnahme der Energieprämien im Sinne von Artikel 115/1 zu entscheiden.”.

§ 4. Artikel 126 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1° Paragraf 1 wird durch Folgendes ersetzt:

“§ 1. Dem Direktor der Direktion des nachhaltigen Bauwesens wird die Vollmacht erteilt, die Gewährung oder die Verweigerung der Energieprämien im Sinne von Artikel 115/1 zu beschließen.”;

2° Paragraf 2 wird durch Folgendes ersetzt:

“§ 2. Dem Generalinspektor der Abteilung Energie und nachhaltiges Bauwesen wird die Vollmacht erteilt, um über die Einsprüche zu befinden, die gegen Beschlüsse zur Ablehnung der Gewährung von Energieprämien im Sinne von Artikel 115/1 oder gegen deren Berechnung eingelegt werden.”.

Art. 38 - Der vorliegende Erlass tritt am 1. September 2022 in Kraft und findet Anwendung auf alle ab diesem Datum eingereichten Anträge.

In Abweichung von Absatz 1 tritt Artikel 18 Paragraf 2 Ziffer 1 am 1. Januar 2023 in Kraft.

In Abweichung von Artikel 30 Paragraf 1 werden Anträge für Investitionen, die im Mai 2022 in Rechnung gestellt wurden, höchstens innerhalb von fünf Monaten nach dem Datum der Rechnung über den Restbetrag der Investition, wenn die Arbeiten von einem Unternehmer ausgeführt werden, und der letzten Rechnung über den Kauf von Materialien, wenn die Arbeiten vom Antragsteller ausgeführt werden, eingereicht.

In Abweichung von Artikel 29 Paragraf 1 ist die Beauftragung eines öffentlichen Taxators nicht obligatorisch für Investitionen gemäß Artikel 8 und 26, Ziffer 1 Buchstaben a, b, c und d Ziffer 3, 4 und 8 Buchstaben a, b und c, und für die die Abschlussrechnung oder die letzte Rechnung über den Kauf von Materialien, wenn die Arbeiten vom Antragsteller durchgeführt werden, vor dem 1. Dezember 2022 liegt.

Art. 39 - Der Minister für Energie und der Minister für Wohnungswesen werden mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 12. Mai 2022

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Minister für Klima, Energie, Mobilität und Infrastrukturen

Ph. HENRY

Der Minister für Wohnungswesen, lokale Behörden und Städte

Ch. COLLIGNON

ANHANG

Für die Gewährung einer Prämie zulässige Arbeiten:

1° die Wärmedämmung des Daches oder des Dachbodens

2° das Ersetzen der Dacheindeckung auf mindestens einer Seite des Daches, einschließlich der Gauben, Dachfenster und ähnlichen Bauelemente, sowie der Wiederaufbau oder Abriss der Schornsteinsockel und des Zubehörs;

3° die Anpassung des oder der Dachstühle der Wohnung;

4° Ersetzung der Vorrichtung(en) zum Auffangen und Ableiten des Regenwassers

5° Ersetzung der Tür- und Fensterrahmen oder der Verglasungen

6° die Isolierung von Heizungsrohren, -schächten oder -ventilen

7° die Isolierung eines Warmwasserspeichers mit einem Dämmstoff, dessen Wärmewiderstandskoeffizient R mindestens 1,5 m² K/W beträgt

8° das Installieren von Umwälzpumpen mit variabler Drehzahl

- 9° den Austausch eines Warmwasserspeichers eines Heizungssystems
- 10° das Anbringen von mindestens 5 Thermostatventilen an Heizkörpern
- 11° die Anbringung eines Raumthermostats, der dafür sorgt, dass der Erzeuger oder die Umwälzpumpen außerhalb der Wärmebedarfszeiten abgeschaltet werden
- 12° das Installieren einer Wärmepumpe zur ausschließlichen Erzeugung von Brauchwarmwasser
- 13° der Austausch des Speichertanks für Brauchwarmwasser
- 14° die Isolierung von Leitungen und Zubehör eines Warmwasser-Zirkulationssystems
- 15° die Isolierung eines externen Plattenwärmetauschers
- 16° die Isolierung eines Warmwasserspeichers für das Brauchwarmwasser
- 17° das Installieren eines zentralisierten einflutigen mechanischen Belüftungssystems, das die Belüftung sämtlicher Räume der Wohnung gewährleistet
- 18° das Installieren eines zentralen einflutigen mechanischen Belüftungssystems, das die Belüftung eines Teils der Räume der Wohnung gewährleistet
- 19° das Installieren eines zentralen doppelflutigen mechanischen Belüftungssystems, das die Belüftung eines Teils der Räume der Wohnung gewährleistet
- 21° die Austrocknung der Wände nach dem Eindringen von Wasser (Außenwand);
- 22° die Austrocknung der Wände nach aufsteigender Feuchtigkeit (Wandsockel)
- 23° die Verstärkung von instabilen Wänden
- 24° das Ersetzen der tragenden Strukturen (Balken, Träger usw.) der Gehflächen eines oder mehrerer Räume
- 25° Arbeiten zur Beseitigung von Hausschwamm oder jedem sonstigen Pilz mit vergleichbaren Auswirkungen durch Ersetzung und/oder Behandlung der betroffenen Bauteile
- 26° Arbeiten zur Beseitigung von Radon nach den Empfehlungen der von den zuständigen Behörden verfassten Berichte
- 27° die Anpassung der elektrischen Anlage an die Vorschriften
- 28° die Anpassung der Gasanlage an die Vorschriften
- 29° die Anpassung der Tageslichtbeleuchtung an die Vorschriften
- 30° die Anpassung der Belüftung an die Vorschriften
- 31° die Anpassung der Deckenhöhe
- 32° der Austausch einer Innentreppe
- 33° die Sicherung der Fensteröffnungen und Zwischengeschosse
- 34° die Schornsteinummantelung und/oder Instandsetzung, Wiederaufbau oder Abbruch der bestehenden Schornsteinmündungen und des Zubehörs
- 35° das Installieren einer Abwasserableitung oder völliger Ersatz der bestehenden Anlage, in Übereinstimmung mit den in diesem Bereich geltenden vorschriftsmäßigen Bestimmungen.
- 36° das Installieren oder die Anpassung einer Toilette an die Vorschriften
- 37° die Installation einer Trinkwasserstelle über dem Abwaschbecken in der Küche;
- 38° das Installieren eines ersten Waschraums.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. Mai 2022 zur Einführung einer Regelung von Beihilfen, die für die Durchführung von energiesparenden Investitionen und die Renovierung einer Wohnung gewährt werden.

Namur, den 12. Mai 2022

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident,
E. DI RÜPO

Der Minister für Klima, Energie, Mobilität und Infrastrukturen,
Ph. HENRY

Der Minister für Wohnungswesen, lokale Behörden und Städte,
Ch. COLLIGNON

—————
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2022/33185]

12 MEI 2022. — Besluit van de Waalse Regering tot invoering van een steunregeling voor de verwezenlijking van investeringen tot bevordering van energiebesparing en van de renovatie van een woning

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, § 2, gewijzigd bij de bijzondere wetten van 8 augustus 1988 en 16 juli 1993;

Gelet op het Waals Wetboek van Duurzaam Wonen, inzonderheid op de artikelen 14 en 29;

Gelet op het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting, de boekhouding en de rapportage van de Waalse overheidsbestuursseenheden, artikel 61;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 23 mei 2019 betreffende de overdrachten van bevoegdheden aan de Waalse Overheidsdienst;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 22 april 2022;

Gelet op het advies van de Minister van Begroting, gegeven op 12 mei 2022;

Gelet op het rapport van 15 juni 2022, opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op advies nr. 219/2021 van de Gegevensbeschermingsautoriteit;

Gelet op het advies 71.022/4 de Raad van State, gegeven op 14 maart 2022, overeenkomstig artikel 84, § 1, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het advies van de beleidsgroepen "Energie", gegeven op 3 september 2021;

Gelet op het advies van de beleidsgroepen "Huisvesting", gegeven op 2 september 2021;

Op de voordracht van de Minister van Energie en van de Minister van Huisvesting;

Na beraadslaging,

Besluit :

TITEL I. — Algemeen

HOOFDSTUK I. — Begripsomschrijvingen

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

de aanvrager: de natuurlijke persoon, handelend in eigen naam of in zijn hoedanigheid van vertegenwoordiger van een onverdeelde mede-eigendom, van ten minste achttien jaar of ontvoogde minderjarige, ingeschreven in het bevolkingsregister of het vreemdelingenregister, of elke vereniging van mede-eigenaars, en die bouwheer is van de investeringen bedoeld in dit besluit;

2° "de aannemer": persoon die de aanvrager de krachtens dit besluit in aanmerking komende werken en prestaties uitvoert en factureert;

3° "de Administratie": de Waalse Overheidsdienst Ruimtelijke Ordening, Wonen, Erfgoed en Energie;

4° "warmteweerstandscoefficiënt, R": coëfficiënt bepaald overeenkomstig bijlage B1 bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014 ter uitvoering van het decreet van 28 november 2013 betreffende de energieprestaties van gebouwen;

5° "biogebaseerde isolatie": isolatie met een biogebaseerd gehalte van 70% of meer van het bij de investering gebruikte product, gemeten volgens de prEN 16785-2: 2018 norm. Het bewijs wordt geleverd door een externe audit, uitgevoerd volgens de norm EN 17 065.

6° "globaal belastbaar inkomen": het inkomen met betrekking tot het volledige voorlaatste jaar voorafgaand aan de indieningsdatum van de premie-aanvraag, zoals blijkt uit het (de) aanslagbiljet(ten) van de aanvrager en zijn opdrachtgevers of elk daarmee gelijkgesteld bewijsstuk;

7° "kind ten laste": overeenkomstig artikel 1, 32° van het Wetboek, een kind voor wie op de datum van de indiening van de premieaanvraag, een kinderbijslag of een wezenrente wordt toegekend aan een lid van het gezin van de aanvrager of aan zijn opdrachtgevers. Als kind ten laste wordt ook beschouwd een kind dat ten minste in gelijke mate wordt gehuisvest door de aanvrager of zijn opdrachtgevers of een lid van zijn gezin;

8° "de investering": elk werk per post dat in aanmerking komt voor dit besluit en zoals vermeld in de bijlage;

7° "de Verordening 812/2013": de Gedelegeerde Verordening (EU) nr. 812/2013 van de Commissie van 18 februari 2013 ter aanvulling van Richtlijn 2010/30/EU van het Europees Parlement en de Raad wat de energie-etikettering van waterverwarmingstoestellen, warmwatertanks en pakketten van waterverwarmingstoestellen en zonne-energie-installaties betreft;

10° "de Mededeling 2014/C 207/03": de Mededeling 2014/C 207/03 van de Commissie in het kader van de tenuitvoerlegging van Verordening (EU) nr. 814/2013 van de Commissie tot uitvoering van Richtlijn 2009/125/EG van het Europees Parlement en de Raad wat eisen inzake ecologisch ontwerp voor waterverwarmingstoestellen en warmwatertanks betreft, en van Gedelegeerde Verordening (EU) nr. 812/2013 van de Commissie ter aanvulling van Richtlijn 2010/30/EU van het Europees Parlement en de Raad wat de energie-etikettering van waterverwarmingstoestellen, warmwatertanks en pakketten van waterverwarmingstoestellen en zonne-energie-installaties betreft.

11° "de openbare schatter": de natuurlijke persoon die in die hoedanigheid door de Minister van Huisvesting wordt aangesteld uit de leden van de diensten van de Regering;

12° "de mandataris": de natuurlijke persoon die door de mede-eigenaars (opdrachtgevers) van een onverdeelde mede-eigendom wordt gemandateerd om een premieaanvraag in te dienen;

13° "het Wetboek": het Waalse Wetboek van Duurzaam Wonen.

HOOFDSTUK II. — Toepassingsgebied.

Art. 2. § 1 De in dit decreet bedoelde premies zijn, wanneer de aanvrager een natuurlijke persoon is, voorbehouden aan aanvragers die een zakelijk recht hebben op de woning waarvoor de premie wordt aangevraagd.

§ 2. Wanneer de woning op het tijdstip van de aanvraag of binnen 24 maanden na de aanvraag wordt verhuurd, verbindt de aanvrager of een van zijn opdrachtgevers zich ertoe aan een van de volgende voorwaarden te voldoen:

a) de woning via een beheersmandaat gedurende minstens negen jaar ter beschikking stellen van een sociaal vastgoedagentschap, van een openbare huisvestingsmaatschappij of elke andere instelling, aangewezen door de Minister;

b) de woning gedurende een minimumtermijn van vijf jaar verhuren door middel van een geregistreerde huurovereenkomst, met inachtneming de indicatieve huurprijzenrooster vastgesteld overeenkomstig artikel 89 van het decreet van 15 maart 2018 betreffende de woninghuurovereenkomst.

Art. 3. § 1. Voor dezelfde investering mag de premie niet gecumuleerd worden met andere premies toegekend door het Waalse Gewest.

Twee premieaanvragen voor investeringen met betrekking tot dezelfde in aanmerking komende post moeten ten minste 24 maanden na elkaar worden ingediend.

Voor een enkele woning, binnen een periode van 24 maanden, bedraagt het aantal investeringen waarvoor een premie wordt aangevraagd maximaal 10, d.w.z. :

- 5 voor de investeringen bedoeld in artikel 6 en in titel III, hoofdstuk 2, en

- 5 voor de investeringen bedoeld in artikel 8 en in titel III, hoofdstuk 3, en

§ 2. De bedragen van de facturen waarnaar in deze bestelling wordt verwezen, zijn exclusief btw.

§ 3. Met uitzondering van de investeringen bedoeld in de artikelen 6, 8 en 26, worden de investeringen gedaan door een aannemer die is ingeschreven bij de Kruispuntbank van Ondernemingen en in overeenstemming met het koninklijk besluit van 29 januari 2007 betreffende de beroepsbekwaamheid voor de uitoefening van zelfstandige activiteiten van het bouwvak en van de elektrotechniek, alsook van de algemene aanneming

Art. 4. § 1. Onder de in dit decreet vastgestelde voorwaarden en binnen de grenzen van de beschikbare kredieten, worden subsidies toegekend voor investeringen die gericht zijn op de renovatie of de verbetering van de energieprestaties van woningen die gelegen zijn in het Franse taalgebied, met uitzondering van toeristische accommodatie.

§ 2. De woning waarvoor het Gewest een subsidie toekent, is meer dan vijftien jaar oud op de datum van ontvangst van de subsidieaanvraag en is hoofdzakelijk bestemd voor bewoning. De periode van vijftien jaar gaat in op de datum van het verlenen van een stedenbouwkundige vergunning, indien deze voor het ontstaan ervan vereist was.

Art. 5. § 1. Het globaal belastbaar inkomen van het gezin van de aanvrager en zijn opdrachtgevers, als vastgesteld in paragraaf 2, valt in een van de volgende categorieën:

Inkomenscategorie	Inkomens zoals voorzien in paragraaf 2
R1	≤23.000 EUR
R2	tussen 23.000,01 en 32.700 EUR
R3	tussen 32.700,01 en 43.200 EUR
R4	tussen 43.200,01 en 97.700 EUR
R5	> 97.700 EUR

De bedragen die de inkomenscategorieën afbakenen, worden geïndexeerd overeenkomstig de indexeringsmodaliteiten bedoeld in artikel 203 van het Wetboek.

§ 2. Voor de berekening van de inkomens bedoeld in paragraaf 1^{er}:

1° alle globaal belastbare inkomsten van het gezin van de aanvrager, zijn opdrachtgevers, met uitsluiting van de bloedverwanten in opgaande en neergaande lijn en de bloedverwanten in de tweede graad van de aanvrager en zijn opdrachtgevers, worden in aanmerking genomen op basis van de samenstelling van het gezin;

2° een bedrag van 5.000 euro wordt afgetrokken voor elk kind ten laste;

In het geval vermeld in het eerste lid, 2°, wordt als bijkomend kind ten laste beschouwd:

a) een persoon uit het gezin van de aanvrager, zijn opdrachtgevers, die erkend is als persoon met een handicap overeenkomstig artikel 1, 32° van het Wetboek ;

b) iedere persoon erkend als persoon met een handicap, die op weg is om gedomicilieerd te zijn in de woning van de aanvrager, zijn opdrachtgevers en die een verwantschapsband tot in de derde graad heeft met één van de personen van het gezin van de aanvrager of zijn opdrachtgevers;

3° het kind ten laste erkend als persoon met een handicap of voor wie de aanvrager, zijn opdrachtgevers of een lid van zijn gezin gezinsbijslagen voor weeskinderen ontvangt;

d) het ongeborn kind, d.w.z. een kind dat op de datum van de aanvraag ten minsten 90 dagen is verwekt.

3° 5.000 euro wordt afgetrokken voor elk familielid ouder dan 60 jaar van de aanvrager, zijn opdrachtgevers tot in de derde graad, die in de woning van de aanvrager of zijn opdrachtgevers woonachtig is of is geweest, of de persoon met wie dat familielid gehuwd is, gehuwd is geweest, gewoonlijk woont of heeft gewoond.

§ 3. Behalve voor de verenigingen van mede-eigendom, worden de basisbedragen van elke premie vermenigvuldigd met de volgende coëfficiënt:

1° voor de inkomenscategorie R1: 6,00 ;

2° voor de inkomenscategorie R2: 4,00 ;

3° voor de inkomenscategorie R3: 3,00 ;

4° voor de inkomenscategorie R4: 2,00 ;

5° voor de inkomenscategorie R5: 1,00.

§ 4. Aan de verenigingen van mede-eigenaars en aanvrager(s) natuurlijke perso(o)n(en) die geen documenten kunnen overleggen ter staving van hun inkomen als bedoeld in paragraaf 2, wordt de basispremie toegekend, dat wil zeggen categorie R 5 als bedoeld in paragraaf 1.

§ 3. Het bedrag van de premies toegekend krachtens dit besluit mag geenszins meer bedragen dan tachtig percent van het bedrag van de factu(u)r(en) met betrekking tot de in aanmerking komende investeringen per post.

In afwijking van lid 1 mag het totaalbedrag van de krachtens artikel 8 toegekende premies in geen geval meer bedragen dan 80% van de som van de facturen betreffende de in dat artikel bedoelde investeringen.

TITEL II — *Investerings met betrekking tot de dakwerken*

HOOFDSTUK I. — *Investerings met betrekking tot de isolatie van het dak*

Afdeling 1. — Toepassingsgebied.

Art. 6. Een premie wordt toegekend voor de thermische isolatie van het dak of de zolder die in contact staat met de buitenomgeving of met een onverwarmde ruimte.

Afdeling 2 — Voorwaarden en bedragen

Art. 7. § 1. Om in aanmerking te komen voldoen de investeringen aan de volgende voorwaarden :

1° de investeringen worden gedaan met een materiaal met een warmteweerstandscoefficiënt, R van 6,00 m²K/W of meer;

2° de isolatie wordt uitgevoerd op een waterdicht en stabiel dak;

3° de isolatie omvat ook de dakoverstekken, indien deze noodzakelijk zijn voor de eventuele latere isolatie van de gevels.

Paragraaf 1, 3°, betreft de isolatie van een dak van buitenaf die technisch uitvoerbaar is en in overeenstemming is met de stedenbouwkundige voorschriften.

§ 2. Het isolatiemateriaal, waarop de premieaanvraag betrekking heeft, kan in verschillende lagen worden aangebracht.

In dit geval moet de som van de warmteweerstanden van de afzonderlijke lagen groter zijn dan of gelijk aan de coëfficiënt bepaald in § 1, eerste lid, 1°

§ 3. Het basisbedrag van de in § 1 bedoeld premie bedraagt 10 euro per geïsoleerde vierkante meter indien de isolatie door een aannemer wordt uitgevoerd en 4 euro per geïsoleerde vierkante meter indien de isolatie door de aanvrager in eigen werk wordt uitgevoerd.

Wanneer de isolatie volledig met biogebaseerde isolatie wordt uitgevoerd, bedraagt het basisbedrag van de premie 14 euro per geïsoleerde vierkante meter wanneer de isolatie door een aannemer wordt uitgevoerd en 5 euro per vierkante meter wanneer de isolatie door de aanvrager in eigen werk wordt uitgevoerd.

De premie als berekend in artikel 5 mag niet meer bedragen dan 6000 euro wanneer de isolatie wordt uitgevoerd door een aannemer en 2 500 euro wanneer de isolatie wordt uitgevoerd door de aanvrager, in eigen werk.

HOOFDSTUK II. — *Investerings met betrekking tot de renovatie van het dak*

Afdeling 1. — In aanmerking komende investeringen

Art. 8. Wanneer zij het mogelijk maken een einde te maken aan een tekortkoming inzake gezondheid bedoeld in het besluit van de Waalse Regering van 30 augustus 2007 tot vaststelling van de minimale gezondheidsnormen, de overbevolkingsnormen en houdende de in artikel 1, 19° tot 22°bis, van de Waalse Huisvestingscode, vastgesteld door een openbare schatter overeenkomstig artikel 29, komen investeringen met betrekking tot de volgende werkposten in aanmerking voor de toekenning van een premie:

1° de vervanging van de bedekking van minstens één dakhelling, met inbegrip van de zolderramen, dakvensters en gelijkgestelde werken, en de heropbouw of de afbraak van de schoorstenen en toebehoren ;

2° de aanpassing van het (de) dakgeraamte(s) van de woning ;

3° de vervanging van de voorziening(en) voor de opvang of de afvoer van het regenwater ;

Afdeling 2 — Bepaling van het premiebedrag

Art. 9. Het basisbedrag van de premie bedoeld in artikel 8, 1°, is gelijk aan 6 euro per vierkante meter dak.

Het basisbedrag van de premie bedoeld in artikel 8, 2°, is gelijk aan 250 euro.

Het basisbedrag van de premie bedoeld in artikel 8, 3°, is gelijk aan 100 euro.

TITEL III — *Investerings van minder dan 3000 euro*

HOOFDSTUK I — *Algemeen*

Art. 10. De in deze Titel bedoeld investeringen komen in aanmerking voor een premie wanneer het totaalbedrag van de factuur of facturen betreffende de investering per in aanmerking komende post meer dan 200 euro en minder dan of gelijk aan 3000 euro bedraagt.

HOOFDSTUK II. — *Energiebesparende investeringen*

Afdeling 1. — Investering met betrekking tot het omhulsel van het gebouw

Art. 11. § 1. Er wordt een premie toegekend voor de vervanging van schrijnwerk of glaswerk in contact met de buitenomgeving of een onverwarmde ruimte die beschermd is tegen vorst of een onverwarmde ruimte die niet beschermd is tegen vorst. Aan het einde van de werkzaamheden moet het gemiddelde van het schrijnwerk, d.w.z. de deuren en het raamwerk, voldoen aan een thermische transmissiecoëfficiënt voor het raam of de deur U_w gelijk aan of minder dan $1,5 \text{ W/m}^2\text{K}$ of $1,1 \text{ W/m}^2\text{K}$. De transparante of doorschijnende elementen die in het buitenschrijnwerk aangebracht worden, voldoen aan een thermische transmissiecoëfficiënt van $1,1 \text{ W/m}^2\text{K}$ of minder die overeenkomstig de EG-markering bepaald wordt, d.w.z. voor het glaswerk, berekend volgens de norm NBN EN 673. De premie wordt slechts toegekend als het glaswerk aan de norm NBN S23-002 voldoet".

§ 3. Het basisbedrag van de premie bedoeld in § 1 bedraagt 25 euros/m².

Afdeling 2 — Investeringen met betrekking tot de verwarmingssystemen

Art. 12. § 1. Een premie wordt toegekend voor de isolatie van verwarmingsbuizen, -kanalen of -kleppen die zich bevinden in een onverwarmde ruimte die beschermd is tegen vorst of een onverwarmde ruimte die niet beschermd is tegen vorst.

§ 2. Om in aanmerking te komen moeten de investeringen voldoen aan de eisen van bijlage C4 bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014 ter uitvoering van het decreet van 28 november 2013 betreffende de energieprestaties van gebouwen

§ 3. Het basisbedrag van de premie bedraagt 60 euro per woning.

Art. 13. Een premie wordt toegekend voor de isolatie van een warmteopslagballon met een isolatiemateriaal met een warmteweerstandcoëfficiënt, R , gelijk aan of groter dan $1,5 \text{ m}^2 \text{ K/W}$.

Voor een warmteopslagballon met een inhoud van vijfhonderd liter of minder bedraagt het basisbedrag van de premie 35 euro per geïsoleerde warmteopslagballon.

Voor een warmteopslagballon met een inhoud van meer dan vijfhonderd liter bedraagt het basisbedrag van de premie 60 euro per geïsoleerde warmteopslagballon.

Art. 14. Er wordt een premie toegekend voor de installatie van circulatiepompen met variabele snelheid.

Het basisbedrag van de premie is 24 euro per geïnstalleerde circulatiepomp wanneer de circulatiepomp maximaal drie woningen bedient.

Het basisbedrag van de premie is 140 euro per geïnstalleerde circulatiepomp wanneer de circulatiepomp minstens vier woningen bedient.

Art. 15. § 1. Een premie wordt toegekend voor de vervanging van een warmteopslagballon in een verwarmingssysteem.

De geïnstalleerde warmteopslagballon is niet voorzien van een elektrisch verwarmingselement.

Voor een warmteopslagballon met een inhoud van vijfhonderd liter of minder bedraagt het basisbedrag van de premie 70 euro per vervangen warmteopslagballon.

Voor een warmteopslagballon met een inhoud van meer dan vijfhonderd liter bedraagt het basisbedrag van de premie 120 euro per vervangen warmteopslagballon.

Art. 16. Een premie wordt toegekend voor de installatie van minimaal vijf thermostatische kranen op warmtestralers

Het basisbedrag van de premie is 35 euro per toepassing en een extra basisbedrag van 7 euro per extra geïnstalleerde kraan.

Art. 17. Een bonus wordt toegekend voor de installatie van een kamerthermostaat die ervoor zorgt dat de generator of de circulatiepompen worden uitgeschakeld buiten de perioden waarin warmte wordt gevraagd.

Het basisbedrag van de premie is 30 euro per geïnstalleerde kamerthermostaat.

Afdeling 3 — Investerings met betrekking tot de productiesystemen van sanitair warm water

Art. 18. § 1. Er wordt een premie toegekend voor de installatie van een warmtepomp voor de exclusieve productie van sanitair warm water;

§ 2. Om in aanmerking te komen, moet de installatie van een warmtepomp :

1° worden geplaatst door een aannemer die gecertificeerd is voor de activiteiten bedoeld in artikel 3, § 2, eerste lid, 6°, van het besluit van de Waalse Regering van 27 juni 2013 tot invoering van een certificeringsregeling voor installateurs van systemen voor energieproductie uit hernieuwbare energiebronnen en voor vaklui die werken i.v.m. energie-efficiëntie uitvoeren;

2° worden uitgerust met minstens een elektrische meter voor de meting van het verbruik i.v.m. het gebruik van de warmtepomp en van de hulpmiddelen van de installatie (namelijk de circulatiepompen en de dompelaars):

De meters voldoen aan de voorschriften van bijlage C4 bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014 ter uitvoering van het decreet van 28 november 2013 betreffende de energieprestaties van gebouwen

3° een minimumtapprofiel hebben van "M" gecombineerd met een waterverwarmingsenergieklasse van "klasse A", dit alles in overeenstemming met Verordening 812/2013, aangevuld met Mededeling 2014/C 207/03;

4° in geval van dynamische warmteterugwinning uit buitenlucht mag de verdamper in het gebouw worden geplaatst indien hij voorzien is van hermetisch gesloten en geïsoleerde kanalen voor de aanzuiging van buitenlucht en de afvoer van de aangezogen lucht naar de buitenzijde van het gebouw;

5° in geval van statische warmte-opname uit de buitenlucht, wordt de verdamper buiten het gebouw geïnstalleerd en wordt de warmtepomp niet voorzien van een ontdooi-inrichting. De externe warmtewisselaar is georiënteerd van oost naar west via het zuiden, zonder het zonlicht of de natuurlijke luchtcirculatie te hinderen.

§ 3. Het bedoelde basisbedrag van de premie bedraagt 500 euro per geïnstalleerde warmtepomp.

Art. 19. Er wordt een premie toegekend voor de vervanging van de warmwateropslagtank.

De geïnstalleerde opslagtank is niet voorzien van een elektrisch verwarmingselement.

Voor een warmwateropslagtank met een inhoud van vijfhonderd liter of minder bedraagt het basisbedrag van de premie 85 euro per geïsoleerde warmteopslagballon.

Voor een warmwateropslagtank met een inhoud van meer dan vijfhonderd liter bedraagt het basisbedrag van de premie 130 euro per geïsoleerde warmteopslagballon.

Art. 20. § 1 Er wordt een premie toegekend voor de isolatie van leidingen en hulpstukken van een warmwatercirculatiesysteem.

§ 2. § Om in aanmerking te komen, moeten de investeringen worden gedaan in een collectieve installatie en voldoen aan de eisen van bijlage C4 bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014 ter uitvoering van het decreet van 28 november 2013 betreffende de energieprestaties van gebouwen.

§ 3. Het basisbedrag van de premie bedraagt 35 euro per woning.

Art. 21. § 1. Een premie wordt toegekend voor de isolatie van een externe platenwarmtewisselaar.

§ 2. De isolatie wordt uitgevoerd door middel van een isolatiemateriaal met een warmteweerstandscoefficiënt, R, gelijk aan of groter dan 1,5 m² K/W.

§ 3. Het basisbedrag van de premie is 60 euro per geïsoleerde externe platenwarmtewisselaar.

Art. 22. § 1. Er wordt een premie toegekend voor de isolatie van een opslagballon voor warm water.

§ 2. De isolatie wordt uitgevoerd door middel van een isolatiemateriaal met een warmteweerstandscoefficiënt, R, gelijk aan of groter dan 1,5 m² K/W.

§ 3. Voor een warmwateropslagballon met een inhoud van vijfhonderd liter of minder bedraagt het basisbedrag van de premie 35 euro per geïsoleerde warmwateropslagballon.

Voor een warmteopslagballon met een inhoud van meer dan vijfhonderd liter bedraagt het basisbedrag van de premie 60 euro per geïsoleerde warmwateropslagballon.

Afdeling 4 — Investerings met betrekking tot het ventilatiesysteem

Art. 23. § 1. Een premie wordt toegekend voor de installatie van een gecentraliseerd mechanisch ventilatiesysteem met enkel debiet dat zorgt voor de ventilatie van alle ruimten van de woning.

§ 2. Om in aanmerking te komen, moet de installatie:

1° aan de ventilatie-eisen voldoen van afdeling C4 van bijlage 15 bij het besluit van de Waalse Regering van 2014 mei 28 ter uitvoering van het decreet van november 2013 betreffende de energieprestaties van gebouwen;

2° aan de voorschriften voldoen van afdeling C2 en, in voorkomend geval, van bijlage C3 bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014 ter uitvoering van het decreet van 28 november 2013 betreffende de energieprestaties van gebouwen;

3° worden uitgerust met ten minste één geluiddemper in de afvoer en, indien nodig, in de toevoerlucht;

4° worden uitgerust met een functionaliteit op aanvraag zoals bepaald in de bijlage bij het ministerieel besluit van 16 oktober 2015 tot bepaling van de waarden van de verminderingsfactor voor de ventilatie bedoeld in bijlage A1 bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014 tot uitvoering van het decreet van 28 november 2013 betreffende de energieprestatie van gebouwen;

§ 3. Het basisbedrag van de premie is 500 euro per geïnstalleerd gecentraliseerd ventilatiesysteem.

Art. 24. § 1. Een premie wordt toegekend voor de installatie van een mechanisch ventilatiesysteem met enkel debiet dat zorgt voor de ventilatie van een deel van de woning.

§ 2. Om in aanmerking te komen, moet de installatie:

1° aan de ventilatie-eisen voldoen van afdeling C4 van bijlage 15 bij het besluit van de Waalse Regering van 2014 mei 28 ter uitvoering van het decreet van november 2013 betreffende de energieprestaties van gebouwen;

2° voor de aldus bediende ruimten, aan de voorschriften voldoen van afdeling C2 en, in voorkomend geval, van bijlage C3 bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014 ter uitvoering van het decreet van 28 november 2013 betreffende de energieprestaties van gebouwen;

3° uitgerust zijn met een vorm van regeling van het luchtdebiet van elke geïnstalleerde afzuigeenheid naar gelang van de in de bediende ruimte(en) geconstateerde ventilatiebehoeften:

a) een toiletruimte is ten minste uitgerust met ofwel aanwezigheidsdetectie in de ruimte zelf, ofwel CO₂-detectie in de ruimte of in een afvoerkanaal dat alleen die ruimte bedient, ofwel een koppeling met de lichtschakelaar van de ruimte (op voorwaarde dat de toiletruimte geen directe natuurlijke verlichting heeft);

b) een keuken is uitgerust met ten minste CO₂-detectie in de ruimte zelf of in een afvoerkanaal dat uitsluitend die ruimte bedient, of detectie van de relatieve vochtigheid in de ruimte zelf of in een afvoerkanaal dat uitsluitend die ruimte bedient

c) andere natte ruimten (doucheruimten, badkamers, wasruimten en dergelijke) zijn uitgerust met detectie van de relatieve vochtigheid in de ruimten zelf of in een afvoerkanaal dat uitsluitend voor die ruimte is bestemd.

§ 3. Het bedoelde basisbedrag van de premie bedraagt 180 euro per geïnstalleerde ventilatie-eenheid met enkel debiet.

Art. 25. § 1. Een premie wordt toegekend voor de installatie van een mechanisch ventilatiesysteem met dubbel debiet dat zorgt voor de ventilatie van een deel van de woning.

§ 2. § 2. Om in aanmerking te komen, moet de installatie:

1° aan de ventilatie-eisen voldoen van afdeling C4 van bijlage 15 bij het besluit van de Waalse Regering van 2014 mei 28 ter uitvoering van het decreet van november 2013 betreffende de energieprestaties van gebouwen;

2° voor de aldus bediende ruimten, aan de voorschriften voldoen van afdeling C2 en, in voorkomend geval, van bijlage C3 bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014 ter uitvoering van het decreet van 28 november 2013 betreffende de energieprestaties van gebouwen;

3° bevat voor elke ventilatiegroep, een warmteterugwinningssysteem met een minimumrendement van 50% volgens de voorschriften van bijlage G van bijlage A1 bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014 ter uitvoering van het decreet van 28 november 2013 betreffende de energieprestaties van gebouwen.

§ 3. Het bedoelde basisbedrag van de premie bedraagt 360 euro per geïnstalleerde ventilatie-eenheid met een dubbel debiet.

*HOOFDSTUK III. — Investerings betreffende de renovatie van een woning**Afdeling 1. — In aanmerking komende investeringen*

Art. 26. § 1. Investerings met betrekking tot de volgende posten komen in aanmerking voor de toekenning van een premie, wanneer zij het mogelijk maken een einde te maken aan een tekortkoming inzake gezondheid zoals bedoeld in het besluit van de Waalse Regering van 30 augustus 2007 tot vaststelling van de minimale gezondheidssnormen, de overbevolkingsnormen en houdende de in artikel 1, 19° tot 22°bis van het Waalse Wetboek van Duurzaam Wonen bedoelde begripsomschrijvingen:

1° de droogmaking, de stabilisatie en de sanering van de muren en de bodem :

a) de droogmaking van de muren om de volgende dichtheidsgebreken te verhelpen :

i. insijpeling (buitenmuur) ;

ii. optrekkend vocht (muurvoet) ;

b) de versterking van onstabiele muren;

c) de vervanging van de dragers (balklagen, holle vloerplaten, enz..) van de doorloopruimtes in één of meerdere lokalen;

d) werken ter verwijdering van de huiszwam of van elke schimmel met soortgelijke gevolgen, door vervanging en/of behandelingen van de aangetaste onroerende bestanddelen ;

e) werken van aard om het radon te verwijderen, zoals aanbevolen in de door de bevoegde autoriteiten opgestelde rapporten;

2° het in overeenstemming brengen van:

- a) de elektrische installatie;
- b) de gasinstallatie;

3° het in overeenstemming brengen met de criteria die bepaald zijn in het besluit van de Waalse Regering van 30 augustus 2007 tot vaststelling van de minimale gezondheidsnormen, de overbevolkingsnormen en houdende de in artikel 1,19° tot 22°, van de Waalse Huisvestingscode bedoelde begripsomschrijvingen en die betrekking hebben op:

- a) de natuurlijke verlichting;
- b) de ventilatie ;
- c) de hoogte onder het plafond;

4° de vervanging van een interne trap;

5° de beveiliging van raamopeningen en tussenverdiepingen;

6° het overtrekken van schachten van schoorstenen, met inbegrip van herstelling, wederopbouw of sloping van de schoorsteentoppen en aanvullende onderdelen;

7° de plaatsing van een inrichting voor de afvoer van afvalwater of totale vervanging van de bestaande inrichting, overeenkomstig de ter zake geldende voorschriften.

De installatie van een individueel afvalwaterzuiveringstelsel komt niet in aanmerking;

8° de installatie of het in overeenstemming brengen van:

a) een toilet in de woning, dat zich bevindt in een geventileerde ruimte die alleen via een sas in verbinding kan staan met een leefruimte overdag;

b) van een tappunt voor drinkwater boven de gootsteen in de keuken;

c) een eerste waskamer.

Art. 27. De investeringen met betrekking tot de in artikel 26, 1°, a, b, c en d, 3°, 4° en 8°, a, b en c, bedoelde werkposten komen in aanmerking wanneer zij het mogelijk maken een einde te maken aan een door een openbare schatter overeenkomstig artikel 29 vastgestelde tekortkoming inzake gezondheid.

Afdeling 2 — Bepaling van het premiebedrag

Art. 28. Het basisbedrag van de premie voor de investeringen bedoeld in artikel 26 is gelijk aan 350 euro per post.

TITEL 4. — Procedure voor de indiening van een aanvraag

Art. 29. § 1. Voor de investeringen bedoeld in de artikelen 8 en 26, 1°, a, b, c en d, 3°, 4° en 8°, a, b en c, zal de aanvrager aan de Administratie vragen om een verslag te laten opstellen over de niet-naleving van het besluit van de Waalse Regering van 30 augustus 2007 tot vaststelling van de minimale gezondheidsnormen, de overbevolkingsnormen en houdende de in artikel 1,19° tot 22°, van de Waalse Huisvestingscode bedoelde begripsomschrijvingen, waardoor ze in aanmerking komen voor de premie.

Na zijn bezoek stelt de schatter een rapport op.

Dat rapport bevat minstens de volgende informatie:

- a) naam, achternaam en contactgegevens van de aanvrager;
- b) adres van de woning, voorwerp van de aanvraag.

§ 2. Het bezoek van de openbare schatter is een verplichte voorwaarde voor de aanvraag van de in artikel 30 bedoelde premie voor de in § 1 bedoelde investeringen.

§ 3. Het door de openbare schatter opgestelde rapport over de in aanmerking komende investeringen bedoeld in § 1 is twee jaar geldig vanaf de datum vermeld in het rapport.

Na deze periode moet een nieuw verzoek om een bezoek van de schatter worden ingediend bij de administratie

Art. 30. § 1. De premieaanvraag wordt aan de Administratie gericht binnen vier maanden na de datum van de laatste factuur van het saldo van de investering wanneer de werken uitgevoerd worden door een aannemer en van de laatste factuur voor de aankoop van de materialen wanneer de werken door de aanvrager uitgevoerd worden.

Wanneer de aanvraag betrekking heeft op verschillende investeringen, moet de aanvrager de aanvraag en de bijbehorende facturen die maximum twee jaar oud zijn, aan de Administratie toezenden, waarbij de laatste factuur maximum vier maanden oud is, te rekenen vanaf de datum van verzending.

§ 2. De aanvraag wordt als volledig beschouwd als ze het volgende bevat:

1° het formulier dat bij de Administratie verkrijgbaar is en de desbetreffende bijlagen, behoorlijk ingevuld en ondertekend;

Het aanvraagformulier vermeldt op zijn minst de volgende gegevens:

- a) achternaam, voornaam, nummer van het Rijksregister, contactgegevens van de aanvrager of van alle leden van de eventuele mede-eigendom;
- b) adres of maatschappelijke zetel van de aanvrager en adres van de woning, voorwerp van de aanvraag;
- c) bankgegevens van de aanvrager.

De bijlage bevat ten minste het adres van de woning waarop de aanvraag betrekking heeft en de contactgegevens van de aannemer die de investeringen heeft uitgevoerd waarop de aanvraag betrekking heeft;

2° een kopie van de facturen voor de gedane investeringen, opgesteld op naam van de aanvrager, of een aankoopbewijs voor de in de artikelen 6, 8 en 26 bedoelde investeringen die in eigen werk zijn gedaan;0}

3° de prijsopgave betreffende de uitgevoerde investeringen;

4° een verklaring op erewoord waarbij bevestigd wordt dat:

a) alle werken waarvoor de premieaanvraag is ingediend, uitgevoerd zijn;

b) de woning op de datum van indiening van de aanvraag ten minste 15 jaar oud zijn;

b) de investeringen die het voorwerp uitmaken van de premie-aanvraag met inachtneming van de regels inzake stedenbouw uitgevoerd zijn;

d)) het dakoverstek voor een eventuele latere isolatie van de gevels is voorzien;

e) de in artikel 6 bedoelde investeringen zijn gedaan op muren die niet instabiel of waterdicht zijn;

5° de instemming van de aanvrager met de directe en indirecte verzameling bij authentieke bronnen in andere overheidsdiensten of instanties van de gegevens die nodig zijn voor de behandeling van zijn aanvraag.

6° om voor de in artikel 5 bedoelde verhoging in aanmerking te komen, moet de in artikel 30 bedoelde aanvraag, naast de in het tweede lid, 1° tot en met 4° , bedoelde elementen, ook de volgende elementen bevatten:

a) een uittreksel uit het bevolkingsregister met de gezinssamenstelling van de aanvrager dat van minder dan drie maanden dateert op de datum van indiening van de aanvraag;

b) voor elke persoon van het gezin, met uitzondering van de verwanten in de opgaande en de dalende lijn en bloedverwanten in de zijlijn van de tweede graad van de aanvrager, die een aangifte van de personenbelasting doet, een afschrift van het aanslagbiljet betreffende de inkomens van het voorlaatste volledige jaar dat aan de datum van de indiening van de premieaanvraag voorafgaat of bij gebreke daarvan, elk ander bewijsstuk op grond waarvan de inkomens van die personen kunnen worden bepaald;

c) een attest (de attesten) betreffende de gezinsbijslagen ontvangen door het gezin, behoorlijk ingevuld, m.i.v. de noodzakelijke vermeldingen ten gunste van de toepassing van artikel 2, § 3, door het Kinderbijslagfonds, de Sociale verzekeringskas voor zelfstandige werknemers, of elke andere bevoegde instelling;

d) een attest van de Federale Overheidsdienst Sociale zekerheid waarbij de hoedanigheid van persoon met een handicap overeenkomstig artikel 5, § 2, 3°, wordt vastgesteld en waarbij het erkende percentage van de handicap wordt bepaald;

e) het vonnis of de overeenkomst tot vaststelling van de gelijkmatig verdeelde huisvesting van het kind bedoeld in artikel 1, 7°;

f) een medisch attest waaruit blijkt dat het in artikel 5, § 2, bedoelde kind op de datum van indiening van de premieaanvraag sedert ten minste negentig dagen is verwekt.

Met betrekking tot het eerste lid, 5°, b) moeten de aanvragers die wedden, lonen, uitkeringen of emolumenten ontvangen die vrij zijn van nationale belastingen, een attest overleggen van de schuldenaar van de inkomens met melding van het totaalbedrag van de ontvangen wedden, lonen, uitkeringen of emolumenten opdat de belastbare grondslag bepaald kan worden, zoals hij zich zou hebben voorgedaan indien de bedoelde inkomens aan de belasting onderworpen geweest zouden zijn onder het stelsel van het gemene recht;

7° voor de investeringen bedoeld in artikel 6, wanneer ze door de aanvrager zelf worden uitgevoerd, een expliciete foto vóór de uitvoering van de investering en een expliciete foto na de uitvoering van de investering; voor de investeringen bedoeld in artikel 8 en 26, wanneer ze door de aanvrager zelf worden uitgevoerd, een expliciete foto na de uitvoering van de investering; voor de investeringen bedoeld in artikel 8 en 26 en die 4 maanden vóór de inwerkingtreding van dit besluit worden uitgevoerd en gefactureerd, een expliciete foto vóór en na de uitvoering van de werken;

8° voor de investeringen bedoeld in artikel 12, een kopie van het verslag over de isolatie van warmwaterleidingen overeenkomstig bijlage C4 van het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014 ter uitvoering van het decreet van 28 november 2013 betreffende de energieprestatie van gebouwen, opgesteld door de installateur die de installatie heeft uitgevoerd;

9° voor de investeringen bedoeld in artikel 14, de technische documentatie waarin wordt verklaard dat het geïnstalleerde toestel een variabele snelheid heeft;

10° voor investeringen als bedoeld in artikel 18, voor warmtepompen die onder de Verordeningen nr. 812/2013 en nr. 814/2013 vallen, een kopie van het energie-etiket van het geïnstalleerde apparaat, zoals gedefinieerd in Verordening nr. 812/2013, aangevuld met mededeling 2014/C 207/03 ;

11° voor de investeringen bedoeld in artikel 20, een kopie van het verslag over de isolatie van warmwaterleidingen overeenkomstig bijlage C4 van het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014 ter uitvoering van het decreet van 28 november 2013 betreffende de energieprestatie van gebouwen, opgesteld door de aannemer die de installatie heeft uitgevoerd;

12° voor de investeringen bedoeld in artikel 23;

a) een verslag waarin wordt verklaard dat de werkelijk toegepaste ventilatiedebieten in overeenstemming zijn met de in artikel 23 vereiste waarden; het debiet van elke mechanische ventilatieopening wordt gemeten en, in voorkomend geval, de capaciteit van elke natuurlijke ventilatieopening wordt met technische documentatie gestaafd;

b) een beschrijving van het type vraaggestuurd ventilatiesysteem;

c) een beschrijving van de geïnstalleerde geluiddempingsinrichting;

13° voor de investeringen bedoeld in artikel 24;

a) een meetrapport waarin wordt verklaard dat de werkelijk toegepaste ventilatiedebieten in overeenstemming zijn met de in artikel 24 vereiste waarden;

b) een beschrijving van de bediende ruimten en de geïnstalleerde detectiemethoden;

14° voor de investeringen bedoeld in artikel 25;

a) een meetrapport waarin wordt verklaard dat de werkelijk toegepaste ventilatiedebieten in overeenstemming zijn met de in artikel 25 vereiste waarden;

b) voor elke geïnstalleerde inrichting voor warmteterugwinning, een testverslag over de doeltreffendheid van deze inrichting, opgesteld overeenkomstig de voorschriften van bijlage G bijlage A1 van het besluit van de Waalse regering van 15 mei 2014 ter uitvoering van het decreet van 28 november 2013 betreffende de energieprestatie van gebouwen;

15° voor de investeringen bedoeld in de artikelen 8 en 26, 1°, a, b, c en d, 3°, 4° en 8°, a, b en c : het verslag van de openbare schatter;

16° voor de verenigingen van mede-eigendom, de beslissing van de algemene vergadering betreffende de uitvoering van de werken.

Art. 31. § 1. De Administratie verstrekt de aanvrager een ontvangstbewijs van de premieaanvraag binnen vijftien dagen na ontvangst van de indiening van de premieaanvraag.

§ 2. Na ontvangst van een volledige aanvraag, beschikt de Administratie over zestig dagen om haar beslissing aan de aanvrager te betekenen.

§ 3. Als de aanvraag onvolledig is of als verzocht wordt om bewijsstukken die nodig geacht worden voor het begrip of het onderzoek van de elementen van het dossier, vraagt de verzoeker de Administratie de aanvrager om alle documenten die nodig zijn om de aanvraag aan te vullen.

De aanvrager beschikt over een termijn van zestig dagen om het geheel van de gevraagde gegevens over te maken. Die termijn gaat in de dag volgend op de datum van verzending van het schrijven waarin om de aanvullende gegevens wordt verzocht.

Als het geheel van de vereiste gegevens niet medegedeeld wordt binnen de termijn voorgeschreven in het tweede lid van deze paragraaf, wordt de aanvraag verworpen.

TITEL V. — *Beroepen*

Art. 32. § 1. De aanvrager beschikt over een termijn van dertig dagen na de betekening van de beslissing om een beroep tegen de weigering van de aanvraag of tegen het bedrag van de premie bij aangetekend schrijven bij de Administratie in te dienen.

De Administratie richt binnen vijftien dagen na de datum van indiening van het beroep een ontvangstbewijs van het beroep aan de aanvrager.

§ 2. Binnen zestig dagen na het ontvangstbewijs verzoekt de Administratie de aanvrager alle documenten en bewijsstukken over te leggen die zij noodzakelijk acht voor het onderzoek van de aanvraag.

De aanvrager beschikt over een termijn van zestig dagen om het geheel van de gevraagde gegevens over te maken. Die termijn gaat in de dag volgend op de datum van verzending van het schrijven waarin om de aanvullende gegevens wordt verzocht.

Als het geheel van de vereiste gegevens niet medegedeeld wordt binnen de termijn voorgeschreven in het tweede lid van deze paragraaf, wordt de oorspronkelijke beslissing bevestigd.

§ 3. De Administratie beslist binnen drie maanden na ontvangst van het geheel van de elementen die nodig zijn voor het heronderzoek van de aanvraag.

§ 4. Indien de beslissing niet binnen de in § 3 bedoelde termijn aan de aanvrager wordt medegedeeld, wordt ervan uitgegaan dat beslist is om de premie te verlenen.

TITEL VI. — *Controles*

Art. 33. De Administratie beschikt over een termijn van vijf jaar, die ingaat de dag waarop het bedrag van de premie wordt betaald, om na te gaan of de werken waarvoor de premieaanvraag is ingediend, voldoen aan de toekenningsvoorwaarden bedoeld in dit besluit.

Art. 34. De begunstigde van de premie moet de Administratie elk document nuttig voor de controle op het gebruik van die premie overmaken binnen de door haar bepaalde termijn.

Op verzoek van de Administratie machtigt de begunstigde de door de Minister van Huisvesting en de Minister van Energie of één van hun afgevaardigden om ter plaatse vast te stellen of de werken waarvoor een premie is toegekend, uitgevoerd zijn en of ze met de eisen bepaald bij of krachtens dit besluit en volgens de regels der kunst overeenstemmen. Elk bezoek ter plaatse wordt voorafgegaan van een advies dat minstens vijftien dagen voor de geplande datum wordt overgemaakt. De begunstigde kan een uitstel van het bezoek van maximum zestig dagen vragen.

Wanneer de begunstigde weigert om op de verzoeken van de Administratie in te gaan, moet hij het niet-gerechtigde deel van de premie terugbetalen overeenkomstig artikel 13 van de wet van 16 mei 2003 tot vaststelling van de algemene bepalingen die gelden voor de begrotingen, de controle op de subsidies en voor de boekhouding van de gemeenschappen en de gewesten alsook voor de organisatie van de controle door het Rekenhof.

Wanneer niet alle gefactureerde werken zijn uitgevoerd of dat het uitgevoerde werk niet overeenstemt met de aanvraag, kan de Administratie een verlenging van de uitvoeringstermijn van de werken voor maximum twaalf maanden toekennen.

Bij niet-naleving van de in dit besluit bedoelde bepalingen kan de Administratie de volledige terugbetaling van de door de aanvrager ontvangen premie vragen.

TITEL VII. — Bescherming van de gegevens

Art. 35. De Administratie is verantwoordelijk voor de verwerking in de zin van de algemene verordening gegevensbescherming van de persoonsgegevens die nodig zijn in het kader van de toekenning van de premies, namelijk de controle op de overeenstemming van de aanvraag met de toekenningsvoorwaarden, de toekenning van de premie en, in voorkomend geval, de terugvordering van ten onrechte betaalde premies.

Art. 36. De gegevens verkregen door de Administratie worden niet langer bewaard gedurende een maximale bewaartermijn die verstrijkt op 31 december van het jaar volgend op het jaar waarin de verjaringstermijn verstrijkt van vorderingen tot terugvordering van de in dit besluit bedoelde onverschuldigd betaalde premies.

TITEL IX. — Slotbepalingen

Art. 37. § 1. In hoofdstuk VI van het besluit van de Waalse Regering van 23 mei 2019 betreffende de overdrachten van bevoegdheden in de Waalse Overheidsdienst wordt een nieuw artikel 115/1 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 115/1. Voor de toepassing van dit hoofdstuk wordt onder energieprijmies verstaan de steun ten laste van het Energiefonds en de bijbehorende basisallocaties, alsmede de steun bedoeld in titel II, hoofdstuk I en titel III, hoofdstuk II, die is ingevoerd bij het besluit van de Waalse regering van 12 mei 2022 tot invoering van een steunregeling voor de verwezenlijking van investeringen tot bevordering van energiebesparing en van de renovatie van een woning. ».

§ 2. In artikel 118 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1 wordt vervangen als volgt:

"§ 1. De directeur van de Directie Steun aan de particulieren krijgt delegatie om elke uitgave betreffende steunvormen voor natuurlijke of rechtspersonen, ingevoerd overeenkomstig de artikelen 14 en 29, § 1, 4°, d), van het Waalse Wetboek van Duurzaam Wonen, met uitzondering van de energieprijmies zoals gedefinieerd in artikel 115/1, verhuis- en huurtoelagen, vestigingstoelagen en waarborgen van honorering en steun voor aanpasbare of toegankelijke woningen, vast te leggen, goed te keuren en te vereffenen. " ;

2° in nieuwe paragraaf 4 wordt 1° vervangen als volgt:

"1° de energieprijmies zoals gedefinieerd in artikel 115/1;"

§ 3. In artikel 125 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 2 wordt vervangen als volgt:

"§ 2. De directeur van de Directie Steun aan de particulieren krijgt delegatie om te beslissen over de weigering of de toekenning van steun aan natuurlijke of rechtspersonen, ingevoerd overeenkomstig de artikelen 14 en 19, § 1, 4°, d), van het Waalse Wetboek van Duurzaam Wonen, met uitzondering van de energieprijmies zoals gedefinieerd in artikel 115/1, van verhuis- en huurtoelagen, vestigingstoelagen en waarborgen van honorering en steun voor aanpasbare of toegankelijke woningen, vast te leggen, goed te keuren en te vereffenen. " ;

2° paragraaf 6 wordt vervangen als volgt:

"§ 6. De directeur van de Directie Privé-woning, Informatie en Controle krijgt delegatie om te beslissen over de beroepen ingediend tegen de beslissing tot weigering van toekenning van de steun aan natuurlijke of rechtspersonen of tegen van de berekening ervan, van verhuis- en huurtoelagen en installatietoelagen ingevoerd overeenkomstig het Waalse Wetboek van Duurzaam Wonen, met uitzondering van de energieprijmies zoals gedefinieerd in artikel 115/1."

§ 4. In artikel 126 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1 wordt vervangen als volgt:

"§ 1. De directeur van de Directie Duurzame Gebouwen krijgt delegatie om te beslissen over de toekenning of de weigering van de energieprijmies zoals gedefinieerd in artikel 115/1. " ;

2° paragraaf 2 wordt vervangen als volgt:

" § 2. § 2. De Inspecteur-generaal van het Departement Energie en Duurzame gebouwen krijgt delegatie om te beslissen over de beroepen ingediend tegen de beslissingen tot weigering van toekenning van de energieprijmies zoals gedefinieerd in artikel 115/1 of tegen de berekening ervan. " ».

Art. 38. Dit besluit treedt in werking op 1 maart 2019 en wordt toegepast op elke aanvraag ingediend na deze datum.

In afwijking van het eerste lid treedt artikel 18, § 2, 1°, in werking op 1 januari 2023.

In afwijking van artikel 30, § 1, moeten aanvragen betreffende investeringen die in mei 2022 gefactureerd zijn, worden ingediend uiterlijk vijf maanden na de datum van de laatste factuur voor de investering wanneer de werken door een aannemer zijn uitgevoerd, en van de laatste factuur voor de aankoop van materialen wanneer de werken door de aanvrager zijn uitgevoerd.

In afwijking van artikel 29, § 1, is de aanstelling van een openbare schatter niet verplicht voor de investeringen bedoeld in de artikelen 8 en 26, 1°, a, b, c en d, 3°, 4° en 8°, a, b en c, en waarvoor de eindfactuur of de laatste factuur voor de aankoop van materialen, wanneer de werken door de aanvrager worden uitgevoerd, vóór 1 december 2022 is opgemaakt.

Art. 39. De Minister van Energie en de Minister van Huisvesting zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 12 mei 2022.

Voor de Regering:

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuren,
Ph. HENRY

De Minister van Huisvesting, Plaatselijke Besturen, en Stedenbeleid,
Ch. COLLIGNON

BIJLAGE

Posten die in aanmerking komen voor de toekenning van een premie:

- 1° de thermische isolatie van het dak of van de zolder 0)
- 2° de vervanging van de bedekking van minstens één dakhelling, met inbegrip van de zolderramen, dakvensters en gelijkgestelde werken, en de heropbouw of de afbraak van de schoorstenen en toebehoren ;
- 3° de aanpassing van het(de) dakgeraamte(n) van de woning ;
- 4° de vervanging van de voorziening(en) voor de opvang en de afvoer van regenwater
- 5° de vervanging van schrijnwerk of beglazing
- 6° de isolatie van verwarmingsbuizen, -kanalen of -kleppen
- 7° de isolatie van een verwarmingsopslagtank met een isolatiemateriaal met een warmteweerstandscoefficiënt, R, van 1,5 m² K/W of meer.
- 8° de installatie van circulatiepompen met variabele snelheid
- 9° de vervanging van een voorraadtank in een verwarmingsinstallatie
- 10° de installatie van minimaal 5 thermostatische kranen op warmtestralers
- 11° de installatie van een kamerthermostaat die de producent of de circulatiepompen uitschakelt wanneer er geen vraag naar warmte is
- 12° de installatie van een warmtepomp voor de exclusieve productie van sanitair warm water;
- 13° de vervanging van de opslagtank voor sanitair warm water
- 14° de isolatie van de leidingen en toebehoren van een circulatielus voor warm water voor huishoudelijk gebruik
- 15° de isolatie van een externe platenwarmtewisselaar
- 16° de isolatie van een warmwateropslagtank
- 17° de installatie van een gecentraliseerd mechanisch ventilatiesysteem met enkel debiet dat de ventilatie van alle ruimten van de woning verzekert
- 18° de installatie van een gecentraliseerd mechanisch ventilatiesysteem met enkel debiet dat de ventilatie van een deel van de woning verzekert
- 19° de installatie van een mechanisch ventilatiesysteem met dubbel debiet dat de ventilatie van een deel van de ruimten van de woning verzekert
- 21° de droging van muren na infiltratie (buitenmuur)
- 22° de droging van muren na opstijgend vocht (voet van de muur);
- 23° de versterking van onstabiele muren
- 24° de vervanging van de dragers (dakbedekking, schutting, ...) van de circulatiezones van één of meerdere lokalen
- 25° de werken ter verwijdering van de huiszwam of van elke schimmel met soortgelijke gevolgen, door vervanging en/of behandelingen van de aangetaste onroerende bestanddelen
- 26° de werken van aard om het radon te verwijderen, zoals aanbevolen in de door de bevoegde autoriteiten opgestelde rapporten
- 27° het in overeenstemming brengen van de elektrische installatie
- 28° het in overeenstemming brengen van de gasinstallatie;
- 29° het in overeenstemming brengen van de natuurlijke verlichting
- 30° het in overeenstemming brengen van het ventilatiesysteem
- 31° het in overeenstemming brengen van de plafondhoogte
- 32° de vervanging van een interne trap
- 33° de beveiliging van raamopeningen en tussenverdiepingen
- 34° het overtrekken van schachten van schoorstenen, met inbegrip van herstelling, wederopbouw of sloping van de schoorsteentoppen en aanvullende onderdelen
- 35° de plaatsing van een inrichting voor de afvoer van afvalwater of totale vervanging van de bestaande inrichting, overeenkomstig de ter zake geldende voorschriften
- 36° de installatie of het in overeenstemming brengen van een toilet
- 37° de installatie van een tappunt voor drinkwater boven de gootsteen in de keuken
- 38° de installatie van een eerste doucheruimte.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 12 mei 2022 tot invoering van een steunregeling voor de verwezenlijking van investeringen tot bevordering van energiebesparing en van de renovatie van een woning.

Namen, 12 mei 2022.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuur,

Ph. HENRY

De Minister van Huisvesting, Plaatselijke Besturen, en Stedenbeleid,

Ch. COLLIGNON